

RAPPORT DE GESTION

Société financière IGM Inc.

6 Sommaire des résultats opérationnels consolidés

Groupe Investors

14 Revue des activités

18 Revue des résultats opérationnels par secteur

Mackenzie

24 Revue des activités

27 Revue des résultats opérationnels par secteur

Activités internes et autres

31 Revue des résultats opérationnels par secteur

Société financière IGM Inc.

33 Situation financière consolidée

35 Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

47 Perspectives

49 Estimations et méthodes comptables critiques

51 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

51 Autres renseignements

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats opérationnels et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 30 septembre 2012 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les « états financiers intermédiaires »), ainsi qu'au rapport annuel 2011 de la Société financière IGM Inc. et aux rapports aux actionnaires pour les premier et deuxième trimestres de 2012 de la Société financière IGM Inc. déposés sur le site www.sedar.com. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 30 septembre 2012 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date est daté du 8 novembre 2012.

Mode de présentation et sommaire des conventions comptables

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (les « IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires).

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats opérationnels de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction, et ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des objectifs et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, la performance et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste ci-dessus ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des risques et des incertitudes qui ont une incidence sur les activités de la Société, veuillez consulter les documents d'information de cette dernière. Ces documents ont été déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada et sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS ET MESURES ADDITIONNELLES DÉFINIES PAR LES IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats opérationnels d'une période à l'autre.

Le « bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice opérationnel dilué par action » (le « BPA ») et le « rendement opérationnel des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » sont des mesures financières non définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAII ») et « le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ») sont également des mesures additionnelles non définies par les IFRS. Le BAII et le BAIIA sont des mesures de recharge de la performance utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées », le « bénéfice net lié aux activités poursuivies » et le « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires » sont des mesures additionnelles définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures supplémentaires définies par les IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimum requis par les IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la situation financière de l'entité.

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non définies par les IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS, présentés dans les tableaux 1 à 4.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats opérationnels consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 30 septembre 2012, le total de l'actif géré se chiffrait à 119,3 G\$, comparativement à 116,7 G\$ au 30 septembre 2011 et à 118,7 G\$ au 31 décembre 2011. Pour le troisième trimestre de 2012, la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 118,2 G\$, comparativement à 124,0 G\$ au troisième trimestre de 2011. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, la moyenne de l'actif géré total

s'est établie à 119,8 G\$, comparativement à 129,2 G\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011.

Le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2012 s'est établi à 186,9 M\$, ou 73 cents par action, comparativement à un bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires, exception faite des autres éléments décrits ci-dessous, de 213,0 M\$, ou 82 cents par action, en 2011. Il s'agit d'une diminution de 11,0 % par action.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2012 s'est établi à 186,9 M\$, ou 73 cents par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES	
	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	186,9 \$	179,0 \$	213,0 \$	565,6 \$	637,0 \$
Charge d'impôt sans effet de trésorerie	–	(6,4)	–	(6,4)	–
Bénéfice net – activités abandonnées	–	–	31,0	–	33,0
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	186,9 \$	172,6 \$	244,0 \$	559,2 \$	670,0 \$
Bénéfice opérationnel par action¹ attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	0,73 \$	0,70 \$	0,82 \$	2,21 \$	2,46 \$
Charge d'impôt sans effet de trésorerie	–	(0,03)	–	(0,03)	–
Bénéfice net – activités abandonnées	–	–	0,12	–	0,12
Bénéfice net par action¹ attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	0,73 \$	0,67 \$	0,94 \$	2,18 \$	2,58 \$
BAIIA – mesure non définie par les IFRS	336,0 \$	332,7 \$	377,3 \$	1 029,2 \$	1 160,7 \$
Amortissement des commissions	(65,0)	(66,7)	(69,4)	(201,7)	(212,6)
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles et autres	(8,2)	(12,2)	(8,7)	(29,3)	(28,3)
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(23,2)	(22,9)	(23,2)	(69,0)	(79,6)
Bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	239,6	230,9	276,0	729,2	840,2
Impôt sur le résultat	(50,5)	(56,1)	(60,8)	(163,4)	(196,6)
Bénéfice net – activités abandonnées	–	–	31,0	–	33,0
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(2,2)	(2,2)	(2,2)	(6,6)	(6,6)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	186,9 \$	172,6 \$	244,0 \$	559,2 \$	670,0 \$

1. Bénéfice dilué par action.

244,0 M\$, ou 94 cents par action, pour le trimestre correspondant de 2011.

Le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires, exception faite des autres éléments décrits ci-dessous, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 s'est établi à 565,6 M\$, ou 2,21 \$ par action, comparativement à un bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires de 637,0 M\$, ou 2,46 \$ par action, en 2011. Il s'agit d'une diminution de 10,2 % par action.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 s'est établi à 559,2 M\$, ou 2,18 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 670,0 M\$, ou 2,58 \$ par action, pour la période correspondante en 2011.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les autres éléments comprenaient une charge d'impôt sans effet de trésorerie de 6,4 M\$ résultant de l'augmentation du taux d'imposition des sociétés de l'Ontario et de son incidence sur les passifs d'impôt différé liés aux immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée qui découlent des acquisitions d'entreprises réalisées antérieurement. Il n'est pas prévu que les passifs d'impôt différé deviennent payables, puisque la Société n'a aucune intention de céder ces actifs.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011, les autres éléments comprenaient le bénéfice net lié aux activités abandonnées de 31,0 M\$ et de 33,0 M\$, respectivement, relatif à la vente de la Compagnie de Fiducie M.R.S. et de M.R.S. Inc. (« M.R.S. »).

TABLEAU 2 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2012 PAR RAPPORT AU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011
Produits								
Produits tirés des honoraires	361,9 \$	385,3 \$	186,3 \$	201,9 \$	41,8 \$	43,4 \$	590,0 \$	630,6 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	16,2	20,0	2,1	1,3	25,7	21,9	44,0	43,2
	378,1	405,3	188,4	203,2	67,5	65,3	634,0	673,8
Charges								
Commissions	119,6	121,0	63,4	69,5	26,8	28,1	209,8	218,6
Charges autres que les commissions	90,4	86,2	60,4	58,6	10,6	11,2	161,4	156,0
	210,0	207,2	123,8	128,1	37,4	39,3	371,2	374,6
Bénéfice avant intérêts et impôt	168,1 \$	198,1 \$	64,6 \$	75,1 \$	30,1 \$	26,0 \$	262,8	299,2
Charges d'intérêts							23,2	23,2
Bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées							239,6	276,0
Impôt sur le résultat							50,5	60,8
Bénéfice net lié aux activités poursuivies							189,1	215,2
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							–	31,0
Bénéfice net							189,1	246,2
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							186,9 \$	244,0 \$
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires¹							186,9 \$	213,0 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS dans le présent rapport de gestion pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 4,5 G\$ au 30 septembre 2012, soit le même montant qu'au 31 décembre 2011. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires fondé sur le bénéfice opérationnel pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 s'est établi à 17,4 %, contre 20,2 % en 2011. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au troisième trimestre de 2012 s'est établi à 53,75 cents, soit le même montant qu'au deuxième trimestre de 2012.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 16 novembre 2011, la Société a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires de M.R.S. Conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et*

activités abandonnées, les résultats et les flux de trésorerie opérationnels de M.R.S., qui étaient auparavant inclus dans les résultats du secteur à présenter Mackenzie, ont été classés comme des activités abandonnées.

Le bénéfice net lié aux activités abandonnées pour toutes les périodes considérées de 2011 est présenté sous forme de poste distinct dans les tableaux suivants : Tableau 1 – *Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS*; Tableaux 2, 3 et 4 – *Résultats opérationnels consolidés par secteur*; et Tableau 8 – *Sommaire des résultats trimestriels*.

Se reporter à la note 3 des états financiers intermédiaires pour plus de renseignements.

TABLEAU 3 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
CUMUL ANNUEL DE 2012 PAR RAPPORT AU CUMUL ANNUEL DE 2011

Périodes de neuf mois closes les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011
Produits								
Produits tirés des honoraires	1 125,6 \$	1 192,8 \$	570,7 \$	631,6 \$	128,8 \$	138,4 \$	1 825,1 \$	1 962,8 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	48,1	53,9	2,1	2,2	69,4	63,9	119,6	120,0
	1 173,7	1 246,7	572,8	633,8	198,2	202,3	1 944,7	2 082,8
Charges								
Commissions	365,3	369,5	196,4	219,5	83,2	91,9	644,9	680,9
Charges autres que les commissions	279,6	264,1	187,6	182,6	34,4	35,4	501,6	482,1
	644,9	633,6	384,0	402,1	117,6	127,3	1 146,5	1 163,0
Bénéfice avant intérêts et impôt	528,8 \$	613,1 \$	188,8 \$	231,7 \$	80,6 \$	75,0 \$	798,2	919,8
Charges d'intérêts							69,0	79,6
Bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées							729,2	840,2
Impôt sur le résultat							163,4	196,6
Bénéfice net lié aux activités poursuivies							565,8	643,6
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							–	33,0
Bénéfice net							565,8	676,6
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							6,6	6,6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							559,2 \$	670,0 \$
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires¹							565,6 \$	637,0 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS dans le présent rapport de gestion pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

TABLEAU 4 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
TROISIÈME TRIMESTRE DE 2012 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2012

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012
Produits								
Produits tirés des honoraires	361,9 \$	377,9 \$	186,3 \$	188,5 \$	41,8 \$	41,6 \$	590,0 \$	608,0 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	16,2	10,4	2,1	0,2	25,7	19,0	44,0	29,6
	378,1	388,3	188,4	188,7	67,5	60,6	634,0	637,6
Charges								
Commissions	119,6	122,1	63,4	64,8	26,8	26,8	209,8	213,7
Charges autres que les commissions	90,4	97,1	60,4	61,5	10,6	11,5	161,4	170,1
	210,0	219,2	123,8	126,3	37,4	38,3	371,2	383,8
Bénéfice avant intérêts et impôt	168,1 \$	169,1 \$	64,6 \$	62,4 \$	30,1 \$	22,3 \$	262,8	253,8
Charges d'intérêts							23,2	22,9
Bénéfice avant impôt sur le résultat							239,6	230,9
Impôt sur le résultat							50,5	56,1
Bénéfice net							189,1	174,8
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							186,9 \$	172,6 \$
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires¹							186,9 \$	179,0 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS dans le présent rapport de gestion pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière, sont les suivants :

- le Groupe Investors
- Mackenzie
- les Activités internes et autres.

La direction mesure et évalue la performance de ces secteurs en fonction du BAII, comme il est indiqué aux tableaux 2, 3 et 4. Les résultats opérationnels par secteur sont présentés de façon distincte dans les rubriques intitulées « Revue des résultats opérationnels par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant aux tableaux 2, 3 et 4 ne sont pas attribués aux secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme. La variation des charges d'intérêts pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 comparativement à 2011 reflète le remboursement des débetures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450 M\$, le 9 mai 2011.
- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 5.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. Toute modification des meilleures estimations de la direction est reflétée dans les Autres éléments, ce qui inclut, mais

TABLEAU 5 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

	TRIMESTRES CLOS LES			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES	
	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,52 %	26,61 %	28,15 %	26,53 %	28,15 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat de la société affiliée	(2,25)	(1,94)	(2,14)	(2,08)	(1,88)
Consolidation de la perte ¹	(2,11)	(2,17)	(2,76)	(2,06)	(2,16)
Autres éléments	(1,07)	(1,02)	(1,23)	(0,86)	(0,71)
Taux d'imposition effectif – bénéfice opérationnel lié aux activités poursuivies	21,09	21,48	22,02	21,53	23,40
Incidence des hausses des taux d'imposition sur l'impôt sur le résultat différé lié aux immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée	–	2,79	–	0,88	–
Taux d'imposition effectif – bénéfice net lié aux activités poursuivies	21,09 %	24,27 %	22,02 %	22,41 %	23,40 %

1. Pour plus de renseignements, se reporter à la section intitulée « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion.

sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

- *Bénéfice net lié aux activités abandonnées en 2011* – Représente les résultats opérationnels de M.R.S., auparavant inclus dans les résultats du secteur à présenter Mackenzie.

Le bénéfice net lié aux activités abandonnées pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2011 comprend une réduction de l'impôt sur le résultat de 28,7 M\$. L'impôt sur le résultat comptabilisé au cours des exercices antérieurs a été ajusté au troisième trimestre de 2011 afin de refléter les changements apportés aux meilleures estimations de la direction relatives à l'état des déclarations de revenus. Exception faite de l'élément susmentionné, le bénéfice net de M.R.S. a totalisé 2,3 M\$ au troisième trimestre de 2011 et 4,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011.

- *Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles* – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société.

SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré s'établissait à 119,3 G\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 116,7 G\$ au 30 septembre 2011. Les tableaux 6 et 7 présentent les variations de l'actif géré.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et du bénéfice net conformément aux IFRS.

Le bénéfice opérationnel trimestriel attribuable aux actionnaires ordinaires dépend principalement du volume de l'actif géré des fonds communs de placement. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement est présentée dans le tableau 8. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de

TABLEAU 6 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2012
COMPARATIVEMENT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011

Trimestres clos les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹	
	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011
Fonds communs de placement								
Ventes brutes – marché monétaire	132,6 \$	172,5 \$	89,8 \$	93,1 \$	16,2 \$	15,5 \$	238,6 \$	281,1 \$
Ventes brutes – à long terme	1 087,3	1 112,9	985,8	1 142,8	59,5	97,8	2 123,1	2 353,0
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	1 219,9 \$	1 285,4 \$	1 075,6 \$	1 235,9 \$	75,7 \$	113,3 \$	2 361,7 \$	2 634,1 \$
Ventes nettes – marché monétaire	(38,4)\$	(13,4)\$	(20,4)\$	(37,7) \$	13,3 \$	10,7 \$	(45,5)\$	(40,4)\$
Ventes nettes – à long terme	(275,5)	(148,5)	(443,2)	(538,7)	(27,0)	32,9	(751,2)	(654,6)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	(313,9)\$	(161,9)\$	(463,6)\$	(576,4)\$	(13,7)\$	43,6 \$	(796,7)\$	(695,0)\$
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes								
Ventes brutes	– \$	– \$	1 372,5 \$	808,8 \$	– \$	– \$	760,0 \$	796,0 \$
Ventes nettes	–	–	(545,9)	(624,8)	–	–	(990,8)	(588,9)
Données combinées								
Ventes brutes	1 219,9 \$	1 285,4 \$	2 448,1 \$	2 044,7 \$	75,7 \$	113,3 \$	3 121,7 \$	3 430,1 \$
Ventes nettes	(313,9)	(161,9)	(1 009,5)	(1 201,2)	(13,7)	43,6	(1 787,5)	(1 283,9)
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	(313,9)\$	(161,9)\$	(1 009,5)\$	(1 201,2) \$	(13,7)\$	43,6 \$	(1 787,5)\$	(1 283,9)\$
Rendement du marché et produits	1 788,1	(5 493,6)	1 365,3	(6 690,1)	73,8	(214,6)	3 105,2	(12 132,0)
Variation nette de l'actif	1 474,2	(5 655,5)	355,8	(7 891,3)	60,1	(171,0)	1 317,7	(13 415,9)
Actif au début	58 117,9	62 157,9	60 651,9	68 807,5	2 848,7	2 845,0	117 961,1	130 158,7
Actif à la fin	59 592,1 \$	56 502,4 \$	61 007,7 \$	60 916,2 \$	2 908,8 \$	2 674,0 \$	\$119 278,8	\$116 742,8 \$

1. Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 622 M\$ et de 450 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (13 M\$ et (35) M\$ en 2011).

Le total de l'actif géré exclut un montant de 4,2 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (3,3 G\$ au 30 septembre 2011).

placement a augmenté au premier trimestre de 2011, parallèlement à l'amélioration de la conjoncture. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement est demeurée relativement stable au deuxième trimestre de 2011 et a diminué aux troisième et quatrième trimestres de 2011 en raison du recul des marchés

nationaux et internationaux. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement a augmenté au premier trimestre de 2012, a diminué au deuxième trimestre de 2012 et est demeurée stable au troisième trimestre de 2012, ce qui est conforme aux fluctuations de l'ensemble des marchés.

TABLEAU 7 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – 2012 PAR RAPPORT À 2011

Périodes de neuf mois closes les (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹	
	30 SEPT.	30 SEPT.	30 SEPT.	30 SEPT.	30 SEPT.	30 SEPT.	30 SEPT.	30 SEPT.
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Fonds communs de placement								
Ventes brutes – marché monétaire	504,3 \$	543,0 \$	288,5 \$	384,0 \$	48,3 \$	49,8 \$	841,1 \$	976,8 \$
Ventes brutes – à long terme	3 855,8	4 192,9	3 350,9	4 172,2	254,5	365,9	7 450,9	8 729,8
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	4 360,1 \$	4 735,9 \$	3 639,4 \$	4 556,2 \$	302,8 \$	415,7 \$	8 292,0 \$	9 706,6 \$
Ventes nettes – marché monétaire	(29,3)\$	(8,4)\$	(74,4)\$	(109,1)\$	34,0 \$	35,4 \$	(69,7)\$	(82,1)\$
Ventes nettes – à long terme	(433,5)	205,1	(1 356,0)	(854,8)	(42,5)	133,4	(1 838,2)	(517,3)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	(462,8)\$	196,7 \$	(1 430,4)\$	(963,9) \$	(8,5)\$	168,8 \$	(1 907,9)\$	(599,4)\$
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes								
Ventes brutes	– \$	– \$	3 487,5 \$	3 658,6 \$	– \$	– \$	2 337,8 \$	3 260,6 \$
Ventes nettes	–	–	(1 802,9)	(289,2)	–	–	(2 394,9)	(551,4)
Données combinées								
Ventes brutes	4 360,1 \$	4 735,9 \$	7 126,9 \$	8 214,8 \$	302,8 \$	415,7 \$	10 629,8 \$	12 967,2 \$
Ventes nettes	(462,8)	196,7	(3 233,3)	(1 253,1)	(8,5)	168,8	(4 302,8)	(1 150,8)
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	(462,8)\$	196,7 \$	(3 233,3)\$	(1 253,1) \$	(8,5)\$	168,8 \$	(4 302,8)\$	(1 150,8)\$
Rendement du marché et produits	2 319,6	(5 479,6)	2 589,0	(6 177,0)	105,8	(182,9)	4 868,8	(11 589,9)
Variation nette de l'actif	1 856,8	(5 282,9)	(644,3)	(7 430,1)	97,3	(14,1)	566,0	(12 740,7)
Actif au début	57 735,3	61 785,3	61 652,0	68 346,3	2 811,5	2 688,1	118 712,8	129 483,5
Actif à la fin	59 592,1 \$	56 502,4 \$	61 007,7 \$	60 916,2 \$	2 908,8 \$	2 674,0 \$	\$119 278,8	\$116 742,8 \$

1. Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 1,2 G\$ et de 598 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (399 M\$ et 264 M\$ en 2011).

Le total de l'actif géré exclut un montant de 4,2 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (3,3 G\$ au 30 septembre 2011).

TABLEAU 8 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010
Comptes consolidés de résultat (en M\$)								
Produits								
Honoraires de gestion	431,5 \$	443,5 \$	456,6 \$	444,2 \$	464,6 \$	491,8 \$	492,1 \$	479,1 \$
Honoraires d'administration	83,3	84,0	85,3	84,3	85,2	87,9	87,5	85,4
Honoraires de distribution	75,2	80,5	85,2	79,8	80,8	83,5	89,4	83,4
Produits tirés des placements nets et autres produits	44,0	29,6	46,0	36,4	43,2	34,4	42,4	47,0
	634,0	637,6	673,1	644,7	673,8	697,6	711,4	694,9
Charges								
Commissions	209,8	213,7	221,4	214,0	218,6	228,7	233,6	221,6
Charges autres que les commissions	161,4	170,1	170,1	155,4	156,0	164,1	162,0	153,5
Charges d'intérêts	23,2	22,9	22,9	23,2	23,2	26,1	30,3	28,7
	394,4	406,7	414,4	392,6	397,8	418,9	425,9	403,8
Bénéfice avant les éléments suivants :	239,6	230,9	258,7	252,1	276,0	278,7	285,5	291,1
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	–	–	5,0	–	–	–	–
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS	–	–	–	–	–	–	–	(29,3)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	239,6	230,9	258,7	257,1	276,0	278,7	285,5	261,8
Impôt sur le résultat	50,5	56,1	56,8	53,9	60,8	63,7	72,1	71,2
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	189,1	174,8	201,9	203,2	215,2	215,0	213,4	190,6
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	–	–	–	29,6	31,0	1,1	0,9	1,5
Bénéfice net	189,1	174,8	201,9	232,8	246,2	216,1	214,3	192,1
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	186,9 \$	172,6 \$	199,7 \$	230,6 \$	244,0 \$	213,9 \$	212,1 \$	189,9 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS¹ (en M\$)								
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS								
	186,9 \$	179,0 \$	199,7 \$	196,0 \$	213,0 \$	212,8 \$	211,2 \$	210,2 \$
Autres éléments :								
Charge d'impôt sans effet de trésorerie	–	(6,4)	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	–	–	–	29,6	31,0	1,1	0,9	1,5
Quote-part de la provision de la société affiliée	–	–	–	5,0	–	–	–	–
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	–	–	–	(21,8)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	186,9 \$	172,6 \$	199,7 \$	230,6 \$	244,0 \$	213,9 \$	212,1 \$	189,9 \$
Bénéfice par action (¢)								
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires¹								
– De base	73	70	78	76	83	83	82	81
– Dilué	73	70	78	76	82	82	81	80
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires								
– De base	73	67	78	90	95	83	82	73
– Dilué	73	67	78	89	94	82	81	73
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement (en G\$)								
	101,0 \$	100,9 \$	103,6 \$	99,6 \$	103,5 \$	109,9 \$	110,0 \$	105,0 \$
Total de l'actif géré des fonds communs de placement (en G\$)								
	102,2 \$	100,2 \$	105,1 \$	99,7 \$	97,7 \$	108,6 \$	111,7 \$	107,9 \$
Total de l'actif géré (en G\$)								
	119,3 \$	118,0 \$	124,1 \$	118,7 \$	116,7 \$	130,2 \$	134,1 \$	129,5 \$

1. Se reporter au Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS.

Groupe Investors

Revue des activités

STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

Le Groupe Investors cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des clients, des conseillers et des employés convergent. La stratégie d'entreprise du Groupe Investors est axée sur les points suivants :

- l'élargissement de notre réseau de distribution par l'augmentation du nombre de bureaux régionaux, le recrutement de nouveaux conseillers au sein de notre secteur et le soutien continu à l'égard de la croissance et du perfectionnement de nos conseillers actuels;
- l'importance accordée à la prestation de conseils et de services de planification financière ainsi qu'à l'offre de produits connexes par l'entremise de notre réseau exclusif de conseillers;
- la prestation d'un niveau adéquat de soutien administratif à nos conseillers et à nos clients, notamment le maintien d'une communication active durant tous les cycles économiques;
- la diversification de l'éventail de produits offerts par le Groupe Investors afin de continuer à développer des relations durables avec la clientèle;
- la maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant des ressources sur les initiatives qui profitent directement aux clients et aux conseillers, et qui permettent d'accroître l'efficacité et de mieux contrôler les dépenses.

RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services de planification financière personnelle à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers rattachés à des bureaux régionaux répartis dans tout le Canada. Un nouveau bureau régional a été ouvert à Calgary, en Alberta, en juillet 2012 et l'ouverture d'un nouveau bureau régional à Ancaster, en Ontario, a été annoncée récemment, ce qui portera à 108 le nombre de bureaux régionaux de notre réseau.

Au 30 septembre 2012, le Groupe Investors comptait 4 543 conseillers, comparativement à 4 526 au 30 juin 2012 et à 4 595 il y a un an. Le nombre de conseillers a diminué au cours du premier trimestre de 2012, principalement en raison d'un ralentissement du recrutement au tout début de l'exercice, mais cette diminution a été suivie d'une augmentation aux deuxième et troisième trimestres.

Le nombre de conseillers comptant plus de quatre années d'expérience au sein du Groupe Investors a continué d'augmenter pour s'établir à 2 744 au 30 septembre 2012,

comparativement à 2 727 au 30 juin 2012 et à 2 674 à l'exercice précédent.

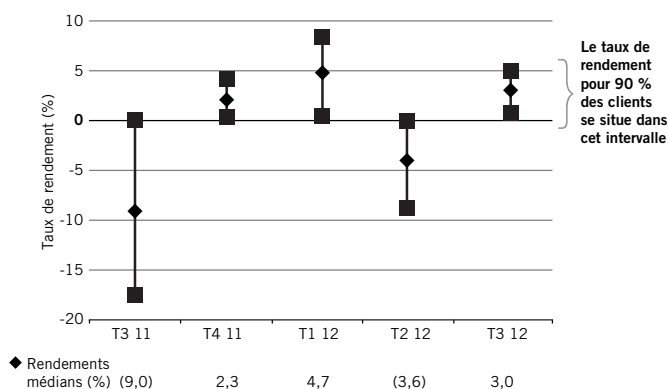
SOUTIEN ADMINISTRATIF ET COMMUNICATIONS À L'INTENTION DES CONSEILLERS ET DES CLIENTS

Le soutien administratif offert aux conseillers et aux clients comprend la tenue des comptes des clients et la présentation de l'information de façon exacte et opportune, un soutien efficace à la résolution de problèmes, de même que des améliorations continues des systèmes.

Ce soutien administratif est offert aux conseillers et aux clients domiciliés au Québec par la Direction générale du Québec, située à Montréal; quant aux conseillers et aux clients d'ailleurs au Canada, ils sont servis par le siège social de la Société, situé à Winnipeg, au Manitoba. La Direction générale du Québec emploie plus de 200 personnes et comprend des unités opérationnelles pour la plupart des fonctions à l'appui des quelque 800 conseillers à l'échelle du Québec et des 19 bureaux régionaux au Québec. Le montant de l'actif géré des fonds communs de placement au Québec était d'environ 10 G\$ au 30 septembre 2012.

Les communications régulières avec nos clients comprennent la présentation de l'information trimestrielle relative à leurs portefeuilles de fonds communs de placement du Groupe Investors et à la variation de la valeur de l'actif de ces portefeuilles au cours du trimestre. Chaque client obtient un rendement différent selon le solde de ses retraits et mises de fonds et selon ses portefeuilles de fonds au cours de chaque trimestre, comme l'illustre le graphique ci-dessous. Ce graphique présente les taux de rendement médians des clients pour chacun des cinq derniers trimestres, ainsi que les seuils inférieur et supérieur de la fourchette des taux de rendement obtenus par 90 % des clients du Groupe Investors.

Taux de rendement pour les clients au cours du trimestre



Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, le taux de rendement médian pour les clients était d'environ 3,0 %, et 99,9 % des clients ont obtenu un rendement positif. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le taux de rendement médian pour les clients était d'environ 3,8 %. Pour la période de douze mois close le 30 septembre 2012, le taux de rendement médian pour les clients était d'environ 6,2 %.

Les communications avec les conseillers et les clients ont augmenté de façon considérable en raison de la forte volatilité des marchés au cours des dernières années. Nos conseillers, à leur tour, ont maintenu de solides relations avec les clients, insistant sur l'importance d'une planification à long terme et d'un portefeuille de placements diversifié. Des sondages continus réalisés auprès de nos clients révèlent une grande satisfaction relativement à la valeur des conseils prodigués par nos conseillers durant tous les cycles économiques.

ACTIF GÉRÉ

Le niveau de l'actif géré des fonds communs de placement est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et la valeur liquidative de l'actif de nos fonds. Les variations de l'actif géré pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 9.

Rendement des fonds

Au 30 septembre 2012, 45 % des fonds communs de placement du Groupe Investors (fonds Investors, fonds de partenaires et fonds de portefeuille) étaient notés trois étoiles ou mieux par le service de notation de fonds Morningstar[†] et 13 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 65 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 27 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 30 septembre 2012. La note Morningstar[†] est une mesure quantitative objective du rendement sur

TABEAU 9 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – GROUPE INVESTORS

Trimestres clos les (en M\$)	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011
Ventes	1 219,9 \$	1 306,6 \$	1 285,4 \$	(6,6) %	(5,1) %
Rachats	1 533,8	1 630,7	1 447,3	(5,9)	6,0
Ventes nettes (rachats nets)	(313,9)	(324,1)	(161,9)	3,1	(93,9)
Rendement du marché et produits	1 788,1	(2 185,7)	(5 493,6)	181,8	132,5
Variation de l'actif, montant net	1 474,2	(2 509,8)	(5 655,5)	158,7	126,1
Actif au début	58 117,9	60 627,7	62 157,9	(4,1)	(6,5)
Actif à la fin	59 592,1 \$	58 117,9 \$	56 502,4 \$	2,5 %	5,5 %
Actif quotidien moyen	58 742,1 \$	58 493,6 \$	59 384,3 \$	0,4 %	(1,1) %
<hr/>					
Périodes de neuf mois closes les (en M\$)	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)		
Ventes	4 360,1 \$	4 735,9 \$	(7,9) %		
Rachats	4 822,9	4 539,2	6,3		
Ventes nettes (rachats nets)	(462,8)	196,7	(335,3)		
Rendement du marché et produits	2 319,6	(5 479,6)	142,3		
Variation de l'actif, montant net	1 856,8	(5 282,9)	135,1		
Actif au début	57 735,3	61 785,3	(6,6)		
Actif à la fin	59 592,1 \$	56 502,4 \$	5,5 %		
Actif quotidien moyen	58 998,6 \$	61 733,0 \$	(4,4) %		

trois, cinq et dix ans d'un fonds, ajusté en fonction du risque, par rapport à des fonds comparables.

Améliorations à la tarification et aux produits

Le 18 mai 2012, le Groupe Investors a annoncé une série de changements à la tarification de ses fonds communs de placement et d'améliorations à ses produits dans le but de mieux servir ses clients.

Le Groupe Investors a réduit les frais liés à un grand nombre de ses fonds communs de placement à l'occasion du renouvellement de leur prospectus le 30 juin 2012. Les réductions de frais de gestion varient de 0,05 % à 0,40 % de la valeur de l'actif des fonds visés, par année. Certains frais d'administration et de distribution ont aussi été réduits. Ces modifications concernent environ les deux tiers des fonds du Groupe Investors et plus des deux tiers de son actif géré. La baisse des frais entraînera une diminution conséquente du montant des taxes perçues sur ceux-ci (TPS et TVH/TVQ), faisant baisser encore davantage les ratios des frais de gestion (RFG).

Au troisième trimestre de 2012, le Groupe Investors a commencé à offrir des solutions de placement supplémentaires aux ménages clients dont la valeur des comptes dépasse 500 000 \$. Les conseillers du Groupe Investors pourront ainsi proposer un éventail de choix plus vaste aux clients afin de mieux faire fructifier leur patrimoine.

Ces changements sont un atout de plus qui permettra au Groupe Investors d'établir avec ses clients des relations solides, grâce à une tarification plus concurrentielle et à une flexibilité accrue.

Parallèlement à ces changements, certains rajustements à la rémunération des conseillers du Groupe Investors seront apportés au cours de la prochaine année.

Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats de 2012 comparativement à ceux de 2011

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 59,6 G\$ au 30 septembre 2012, soit une hausse de 5,5 %, comparativement à 56,5 G\$ au 30 septembre 2011. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 58,7 G\$ au troisième trimestre de 2012, en baisse de 1,1 %, comparativement à 59,4 G\$ au troisième trimestre de 2011. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement s'est chiffrée à 59,0 G\$, en baisse de 4,4 %, comparativement à 61,7 G\$ à la période correspondante de 2011.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 1,2 G\$,

soit une baisse de 5,1 % par rapport au trimestre correspondant de 2011. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,5 G\$, en hausse de 6,0 % par rapport à 2011. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 9,7 % au 30 septembre 2012, comparativement à 8,7 % au 30 septembre 2011, et demeure bien plus faible que le plus récent taux de rachat moyen correspondant disponible, qui était d'environ 15,9 % pour tous les autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 30 juin 2012. Les rachats nets de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrés à 314 M\$ au troisième trimestre de 2012, comparativement à des rachats nets de 162 M\$ en 2011. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,1 G\$ au troisième trimestre de 2012, soit le même montant qu'en 2011. Les rachats nets de fonds à long terme se sont établis à 275 M\$ au troisième trimestre de 2012, comparativement à des rachats nets de 148 M\$ en 2011. Au cours du troisième trimestre, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de 1,8 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une diminution de 5,5 G\$ au troisième trimestre de 2011.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 4,4 G\$, soit une baisse de 7,9 % par rapport à la période correspondante de 2011. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 4,8 G\$, en hausse de 6,3 % par rapport à 2011. Les rachats nets de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrés à 463 M\$, comparativement à des ventes nettes de 197 M\$ en 2011. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 3,9 G\$ pour les neuf premiers mois de 2012, comparativement à 4,2 G\$ en 2011, soit une diminution de 8,0 %. Les rachats nets de fonds à long terme se sont établis à 433 M\$, comparativement à des ventes nettes de 205 M\$ en 2011. Au cours de la période de neuf mois, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de 2,3 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une diminution de 5,5 G\$ en 2011.

Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats du troisième trimestre de 2012 comparativement à ceux du deuxième trimestre de 2012

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 59,6 G\$ au 30 septembre 2012, soit une hausse de 2,5 %, comparativement à 58,1 G\$ au 30 juin 2012. L'actif quotidien moyen des fonds communs de

placement s'est chiffré à 58,7 G\$ au troisième trimestre de 2012, comparativement à 58,5 G\$ au deuxième trimestre de 2012, soit une augmentation de 0,4 %.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 1,2 G\$, soit une baisse de 6,6 % par rapport au deuxième trimestre de 2012. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,5 G\$ pour le même trimestre, en baisse de 5,9 % par rapport au trimestre précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrés à 314 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 324 M\$ au trimestre précédent. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,1 G\$ pour le trimestre considéré, soit le même montant qu'au trimestre précédent. Les rachats nets de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 275 M\$, comparativement à des rachats nets de 321 M\$ au trimestre précédent.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES

Fonds distincts

Le Groupe Investors offre des fonds distincts depuis 2001 et il a lancé sa gamme de fonds de placement garanti en novembre 2009. Les fonds de placement garanti sont des polices de fonds distincts émises par la Great-West, compagnie d'assurance-vie; la gamme comprend 14 fonds de fonds distincts différents et 6 fonds distincts individuels. Ces fonds distincts offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et ils sont assortis de garanties complètes ou partielles applicables au décès et à l'échéance, d'une protection éventuelle contre les créanciers et de caractéristiques facilitant la planification successorale. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 30 septembre 2012, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,2 G\$, comparativement à 961 M\$ au 30 septembre 2011.

Assurance

Le Groupe Investors distribue des produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 16,1 M\$, comparativement à 15,7 M\$ au trimestre correspondant de 2011, ce qui constitue une augmentation de 2,5 %. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont

atteint 50,8 M\$ comparativement à 46,7 M\$ à la période correspondante de 2011, ce qui constitue une augmentation de 8,9 %.

Opérations sur titres

Le Groupe Investors fournit à ses clients des services liés aux valeurs mobilières par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. Au 30 septembre 2012, le total de l'actif administré se chiffrait à 6,6 G\$, comparativement à 5,9 G\$ au 30 septembre 2011.

Prêts hypothécaires

Le Groupe Investors est un prêteur hypothécaire d'envergure nationale. Il offre aux clients du Groupe Investors, nouveaux et existants, une gamme complète de solutions concurrentielles en matière de prêts hypothécaires résidentiels. Des prêts hypothécaires à court et à long terme, à taux variable ou fixe, assortis de caractéristiques intéressantes, sont offerts aux clients à des tarifs concurrentiels dans le cadre d'un plan financier complet. Les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec nos clients et leurs conseillers, en fonction de la réglementation en vigueur, afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire qui correspondent aux besoins et aux objectifs individuels de chaque client. Au 30 septembre 2012, les spécialistes en planification hypothécaire du réseau étaient au nombre de 88, comparativement à 72 au 30 septembre 2011.

Les prêts hypothécaires montés se sont chiffrés à 466 M\$ au troisième trimestre de 2012, comparativement à 347 M\$ au troisième trimestre de 2011, ce qui représente une augmentation de 34,3 %. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les prêts hypothécaires montés se sont chiffrés à 1,6 G\$, contre 1,1 G\$ en 2011, ce qui constitue une augmentation de 52,5 %. Au 30 septembre 2012, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors liés à ses activités bancaires hypothécaires totalisaient 7,1 G\$, comparativement à 6,3 G\$ au 31 décembre 2011.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, à des structures de titrisation et à des investisseurs institutionnels. Certaines filiales du Groupe Investors sont autorisées par la SCHL à titre d'émettrices de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») et de vendeuses de TH LNH dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Les programmes de titrisation

auxquels participent ces filiales comprennent également certains programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques. Les prêts hypothécaires résidentiels sont également détenus dans le cadre des activités d'intermédiaire du Groupe Investors.

Solutions Bancaires†

Solutions Bancaires† du Groupe Investors continue d'être très utilisé par les conseillers et les clients. L'offre consiste en une vaste gamme de produits et services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme. Les produits et services comprennent des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des

comptes de dépôt et des cartes de crédit. Les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires† s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire d'une vaste plateforme de planification financière.

Produits et services additionnels

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 10.

RÉSULTATS DE 2012 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2011

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors. La distribution de produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires† et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements fournis à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 263,7 M\$ au troisième trimestre de 2012, en baisse de 19,3 M\$, ou 6,8 %, par rapport à 283,0 M\$ en 2011. Les honoraires de gestion se sont établis à 819,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, soit une baisse de 59,8 M\$, ou 6,8 %, comparativement à 879,3 M\$ en 2011. La diminution nette des honoraires de gestion pour ces deux périodes résulte principalement de ce qui suit :

- La diminution du taux des frais de gestion au troisième trimestre de 2012, qui s'est établi à 178,6 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à 189,0 points de base en 2011. Les variations du taux des frais de gestion sont attribuables aux améliorations à la

tarification et aux produits dont il est question à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

- Le taux des frais de gestion pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 a diminué pour s'établir à 185,5 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à 190,4 points de base en 2011.
- La diminution de 1,1 % et de 4,4 %, respectivement, de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme l'illustre le tableau 9.

La diminution constatée au cours du trimestre et de la période de neuf mois a été compensée en partie par une augmentation de 0,8 M\$ et de 3,8 M\$, respectivement, des produits tirés des honoraires au cours de la période considérée, attribuable au fait que la période compte une journée civile de plus en 2012 qu'en 2011.

Par ailleurs, le Groupe Investors a renoncé à une partie des honoraires de gestion relatifs à ses fonds du marché monétaire afin de s'assurer que ces fonds continuent de donner un rendement positif, ce qui a eu une incidence sur les produits tirés des honoraires de gestion et les taux moyens des honoraires de gestion pour toutes les périodes considérées. Ces renoncements ont totalisé 0,9 M\$ et 2,8 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement, en 2012, comparativement à 1,1 M\$ et à 3,1 M\$, respectivement, à l'exercice précédent.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires d'administration pour les services administratifs fournis à ses fonds communs de placement et pour les services fiduciaires fournis à ses fonds communs de placement en fiducie à participation unitaire, qui dépendent aussi en

TABLEAU 10 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – GROUPE INVESTORS

Trimestres clos les (en M\$)	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011
Produits					
Honoraires de gestion	263,7 \$	274,8 \$	283,0 \$	(4,0) %	(6,8) %
Honoraires d'administration	54,5	54,4	55,5	0,2	(1,8)
Honoraires de distribution	43,7	48,7	46,8	(10,3)	(6,6)
	361,9	377,9	385,3	(4,2)	(6,1)
Produits tirés des placements nets et autres produits	16,2	10,4	20,0	55,8	(19,0)
	378,1	388,3	405,3	(2,6)	(6,7)
Charges					
Commissions	67,1	69,1	67,1	(2,9)	–
Primes de rétention de l'actif	52,5	53,0	53,9	(0,9)	(2,6)
Charges autres que les commissions	90,4	97,1	86,2	(6,9)	4,9
	210,0	219,2	207,2	(4,2)	1,4
Bénéfice avant intérêts et impôt	168,1 \$	169,1 \$	198,1 \$	(0,6) %	(15,1) %
Périodes de neuf mois closes les					
(en M\$)			30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			819,5 \$	879,3 \$	(6,8) %
Honoraires d'administration			164,4	171,7	(4,3)
Honoraires de distribution			141,7	141,8	(0,1)
			1 125,6	1 192,8	(5,6)
Produits tirés des placements nets et autres produits			48,1	53,9	(10,8)
			1 173,7	1 246,7	(5,9)
Charges					
Commissions			206,5	202,6	1,9
Primes de rétention de l'actif			158,8	166,9	(4,9)
Charges autres que les commissions			279,6	264,1	5,9
			644,9	633,6	1,8
Bénéfice avant intérêts et impôt			528,8 \$	613,1 \$	(13,7) %

grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires d'administration ont totalisé 54,5 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 55,5 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 1,8 %. Les honoraires d'administration se sont élevés à 164,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, comparativement à 171,7 M\$ en 2011, ce qui constitue une diminution de 4,3 %. La diminution constatée au cours des deux périodes est principalement attribuable à la variation

de la moyenne quotidienne de l'actif administré, ainsi qu'aux changements à la tarification apportés au troisième trimestre de 2012.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent essentiellement des sources suivantes :

- les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition reportés;
- les frais de distribution liés aux fonds de portefeuille;
- la distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc.;

- la prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.;
- la prestation de services bancaires par l'intermédiaire de Solutions Bancaires[†].

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 43,7 M\$ pour le troisième trimestre de 2012, en baisse de 3,1 M\$ par rapport à 46,8 M\$ en 2011. Cette

diminution découle principalement des changements apportés aux taux des frais de distribution des fonds de portefeuille au troisième trimestre de 2012, des diminutions des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits bancaires et d'assurance, et de la diminution des frais de rachat. Les produits tirés des frais de rachat varient en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition reportés.

TABLEAU 11 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS

(en M\$)	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011
(Aux)					
Prêts hypothécaires gérés	7 082 \$	6 810 \$	6 135 \$	4,0 %	15,4 %
Prêts hypothécaires détenus temporairement¹	356 \$	317 \$	372 \$	12,3 %	(4,3) %
(Trimestres clos les)					
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Programmes TH LNH et OHC	2 845 \$	2 678 \$	2 420 \$	6,2 %	17,6 %
Programmes de PCAA commandité par des banques	1 364	1 200	979	13,7	39,3
Titrisations	4 209	3 878	3 399	8,5	23,8
Autres	2 756	2 781	2 666	(0,9)	3,4
	6 965 \$	6 659 \$	6 065 \$	4,6 %	14,8 %
Prêts hypothécaires montés²	466 \$	593 \$	347 \$	(21,4) %	34,3 %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes³ :					
Titrisations	455 \$	759 \$	344 \$	(40,1) %	32,3 %
Autres ⁴	281	277	223	1,4	26,0
	736 \$	1 036 \$	567 \$	(29,0) %	29,8 %
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	36,7 \$	36,2 \$	36,9 \$	1,4 %	(0,5) %
Charges d'intérêts	25,0	23,3	21,2	7,3	17,9
Produits d'intérêts nets	11,7	12,9	15,7	(9,3)	(25,5)
Profits sur ventes ⁵	5,1	5,9	6,8	(13,6)	(25,0)
Ajustements de la juste valeur et autres produits	(0,7)	(8,6)	(2,7)	91,9	74,1
	16,1 \$	10,2 \$	19,8 \$	57,8 %	(18,7) %

1. Les activités liées aux prêts hypothécaires détenus temporairement comprennent les financements, les renouvellements et les refinancements de prêts hypothécaires.

2. Excluent les renouvellements et les refinancements.

3. Représentent les montants en capital vendus.

4., 5. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, ainsi que les profits tirés de ces ventes.

TABLEAU 11 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS (SUITE)

(en M\$)	30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)
(Périodes de neuf mois closes les)			
Moyenne des prêts hypothécaires gérés			
Programmes TH LNH et OHC	2 726 \$	2 259 \$	20,7 %
Programmes de PCAA commandité par des banques	1 204	1 133	6,3
Titrisations	3 930	3 392	15,9
Autres	2 727	2 514	8,5
	6 657 \$	5 906 \$	12,7 %
Prêts hypothécaires montés²	1 648 \$	1 081 \$	52,5 %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes³ :			
Titrisations	1 725 \$	871 \$	98,0 %
Autres ⁴	723	610	18,5
	2 448 \$	1 481 \$	65,3 %
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires			
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés			
Produits d'intérêts	108,5 \$	109,7 \$	(1,1) %
Charges d'intérêts	71,0	62,2	14,1
Produits d'intérêts nets	37,5	47,5	(21,1)
Profits sur ventes ⁵	14,7	12,3	19,5
Ajustements de la juste valeur et autres produits	(4,7)	(6,8)	30,9
	47,5 \$	53,0 \$	(10,4) %

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 141,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, en baisse de 0,1 M\$ par rapport à 141,8 M\$ en 2011. La diminution attribuable aux changements apportés aux taux des frais de distribution des fonds de portefeuille au troisième trimestre et la diminution des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits bancaires et d'assurance ont été compensées par une hausse des produits tirés des produits d'assurance.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires, ainsi que les intérêts réalisés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres et les prêts hypothécaires liés aux activités d'intermédiaire. Le Groupe Investors comptabilise au poste Produits tirés des placements nets l'écart entre les produits tirés des placements et les charges d'intérêts. Les charges d'intérêts

comprennent les intérêts sur le passif-dépôts et sur la dette bancaire, le cas échéant.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 16,2 M\$ au troisième trimestre de 2012, en baisse de 3,8 M\$ par rapport à 20,0 M\$ en 2011. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 48,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, en baisse de 5,8 M\$ par rapport à 53,9 M\$ en 2011.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 16,1 M\$ au troisième trimestre de 2012 comparativement à 19,8 M\$ en 2011, soit une diminution de 3,7 M\$. Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 47,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 comparativement à 53,0 M\$ en 2011, soit une diminution de 5,5 M\$. Le tableau 11 présente un sommaire des activités bancaires hypothécaires pour les trimestres et les périodes de neuf mois considérés. Les variations des

produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables à ce qui suit :

- Les produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés, qui ont diminué de 4,0 M\$ et de 10,0 M\$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 pour s'établir à 11,7 M\$ et à 37,5 M\$, respectivement, par rapport à 2011. Cette diminution tient au recul des marges nettes d'intérêts et à la réduction de la proportion de certains prêts titrisés contenue dans les programmes de PCAA, dont la marge nette de produits d'intérêts est actuellement plus élevée que celle sur les prêts titrisés en vertu du Programme OHC.
- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels, qui ont diminué de 1,7 M\$ et augmenté de 2,4 M\$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 pour atteindre 5,1 M\$ et 14,7 M\$, respectivement, par rapport à 2011. La diminution des profits au cours du trimestre résulte du recul des marges sur les ventes, tandis que l'augmentation pour la période de neuf mois est liée à la hausse du volume des ventes de prêts hypothécaires aux investisseurs institutionnels et à certains fonds communs de placement gérés par le Groupe Investors.
- Les ajustements de la juste valeur et autres produits, qui ont augmenté de 2,0 M\$ et de 2,1 M\$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 pour atteindre un montant négatif de 0,7 M\$ et un montant négatif de 4,7 M\$, respectivement, par rapport à 2011. L'augmentation constatée au troisième trimestre et au cours de la période de neuf mois découle des ajustements favorables de la juste valeur relatifs aux instruments financiers détenus, y compris les swaps de taux d'intérêt utilisés aux fins de couverture.

Charges

Le Groupe Investors engage une charge liée aux commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La charge liée aux commissions s'est établie à 67,1 M\$ au troisième trimestre de 2012, soit le même montant qu'au troisième trimestre de 2011. Pour la

période de neuf mois, la charge liée aux commissions a augmenté de 3,9 M\$ pour s'établir à 206,5 M\$, comparativement à 202,6 M\$ en 2011. La hausse pour la période de neuf mois est attribuable à l'augmentation du volume d'autres produits et services financiers distribués ainsi qu'à l'accroissement des rachats de fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition reportés.

La charge liée aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif est constituée des éléments suivants :

- Les primes de rétention de l'actif, dont le calcul est fondé sur la valeur de certains actifs gérés, ont diminué de 0,9 M\$ et de 6,8 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 pour s'établir à 44,6 M\$ et à 134,9 M\$, respectivement, par rapport à 2011. Les diminutions sont principalement attribuables à la variation de l'actif géré moyen.
- Les primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui sont une composante de la rémunération différée visant à promouvoir le maintien en fonction des conseillers, sont fondées sur l'actif géré à la fin de chaque exercice. La charge liée aux primes supplémentaires de rétention de l'actif a diminué de 0,5 M\$ et de 1,3 M\$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois, pour s'établir à 7,9 M\$ et à 23,9 M\$, respectivement, comparativement à 2011.

Les charges autres que les commissions engagées par le Groupe Investors sont principalement liées au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés aux fonds communs de placement gérés. Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 90,4 M\$ au troisième trimestre de 2012, comparativement à 86,2 M\$ en 2011, ce qui constitue une augmentation de 4,2 M\$, ou 4,9 %. Pour la période de neuf mois, les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 279,6 M\$, comparativement à 264,1 M\$ en 2011, ce qui constitue une augmentation de 15,5 M\$, ou 5,9 %.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2012 COMPARATIVEMENT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2012

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de gestion ont diminué de 11,1 M\$, ou 4,0 %, pour s'établir à 263,7 M\$ au troisième trimestre de 2012, par rapport au deuxième trimestre de 2012. La diminution des produits tirés des honoraires de gestion est principalement liée à la diminution du taux des

frais de gestion, établi à 178,6 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à 189,0 points de base au trimestre précédent. Les variations du taux des frais de gestion sont attribuables aux améliorations à la tarification et aux produits dont il est question à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion. La diminution a été compensée en partie par des augmentations relatives à ce qui suit :

- l'augmentation de 0,4 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme l'illustre le tableau 9;
- le troisième trimestre de 2012 comptait une journée civile de plus que le deuxième trimestre de 2012, ce qui a donné lieu à une hausse de 3,0 M\$ des produits tirés des honoraires pour le trimestre considéré.

Les renoncations relatives aux fonds du marché monétaire ont totalisé 0,9 M\$ au troisième trimestre de 2012, soit le même montant qu'au deuxième trimestre de 2012.

Les honoraires d'administration ont augmenté pour s'établir à 54,5 M\$ au troisième trimestre de 2012, comparativement à 54,4 M\$ au deuxième trimestre de 2012. La hausse nette découle essentiellement de l'augmentation de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement et du fait que le troisième trimestre de 2012 comptait une journée civile de plus que le deuxième trimestre de 2012. L'augmentation a été contrebalancée par les modifications apportées à la tarification au troisième trimestre.

Les produits tirés des honoraires de distribution, chiffrés à 43,7 M\$ au troisième trimestre de 2012, ont diminué de 5,0 M\$ par rapport à 48,7 M\$ au deuxième trimestre, en raison d'une diminution de 1,4 M\$ des produits tirés des frais de rachat, d'une diminution de 2,0 M\$ des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits d'assurance et d'une diminution principalement liée aux modifications apportées aux frais de distribution liés aux fonds de portefeuille au troisième trimestre.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 16,2 M\$ au troisième trimestre de 2012 comparativement à 10,4 M\$ au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 5,8 M\$ principalement liée aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 16,1 M\$ pour le troisième trimestre, en hausse de 5,9 M\$ par rapport à 10,2 M\$ au trimestre précédent, comme l'illustre le tableau 11. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont principalement attribuables aux ajustements de la juste valeur et autres produits, qui ont augmenté de 7,9 M\$ par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à un montant négatif de 0,7 M\$. Cette augmentation résulte des ajustements défavorables de la juste valeur de 6,6 M\$ pour ce qui est des couvertures de prêts détenus en attendant leur vente ou leur titrisation au trimestre précédent, comparativement à 0,2 M\$ au trimestre considéré.

Charges

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 67,1 M\$, comparativement à 69,1 M\$ au trimestre précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la diminution du volume d'autres produits et services financiers distribués ainsi qu'à la baisse des rachats de fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition reportés. Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif ont diminué de 0,5 M\$ pour s'établir à 52,5 M\$ au troisième trimestre de 2012.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 90,4 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 6,7 M\$, ou 6,9 %, par rapport à 97,1 M\$ au deuxième trimestre de 2012.

Mackenzie

Revue des activités

STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des courtiers, des conseillers, des investisseurs et des employés convergent. La démarche d'entreprise de Mackenzie suit les tendances et les pratiques actuelles du secteur des services financiers à l'échelle mondiale et notre plan stratégique se concentre sur les points suivants :

- l'obtention d'un rendement de placements à long terme constant;
- l'offre d'une gamme diversifiée de solutions de placement pour les conseillers financiers et les investisseurs;
- l'établissement et le renforcement continus de nos relations de distribution;
- la maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant les ressources sur les initiatives qui profitent directement à la gestion de placements, à la distribution et à l'expérience client.

Fondée en 1967, Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Notre modèle de vente est fondé sur une multitude de canaux de distribution : le réseau de détail, les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Mackenzie distribue ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel. Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement. Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Mackenzie développe de nouvelles activités institutionnelles grâce à ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite, au moyen d'efforts de vente directe et en obtenant des mandats additionnels auprès de ses clients existants.

Dans le canal de la distribution de détail, Mackenzie fait face à la concurrence d'autres sociétés de gestion d'actifs, de

banques, de compagnies d'assurances et d'autres institutions financières qui offrent leurs produits et leurs services à la clientèle visée par Mackenzie. En outre, en raison de l'importance relative des comptes institutionnels et des alliances stratégiques, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le canal de détail. Mackenzie continue de jouir d'une position enviable en vue de poursuivre le renforcement de ses relations de distribution grâce à son équipe de professionnels en placements chevronnés, à sa vaste gamme de produits, à ses produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde à l'expérience client et à l'excellence de ses placements.

Vente de filiales de Mackenzie

- Le 31 juillet 2012, Mackenzie a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires de Winfund Software Corp. (« Winfund »).
- Le 16 novembre 2011, Mackenzie a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires de la Compagnie de Fiducie M.R.S. et de M.R.S. Inc. (« M.R.S. »). La rubrique « Revue des résultats opérationnels par secteur » de la section Mackenzie, présentée dans ce rapport de gestion, ne tient pas compte des résultats opérationnels de M.R.S., qui ont été classés dans les activités abandonnées.

La décision stratégique de vendre Winfund et M.R.S. permet à Mackenzie de se concentrer sur ses compétences de base, soit la gestion de placements, la distribution et le service à la clientèle. Mackenzie travaille actuellement à un certain nombre d'initiatives à cet égard, notamment l'ouverture récente d'un bureau aux États-Unis, qui offrira des services de placement aux clients institutionnels, et la constitution d'une société de gestion de placements à Singapour. Cette dernière débutera ses activités lorsqu'elle aura obtenu l'autorisation des autorités monétaires de Singapour.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré est présenté au tableau 12.

La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les facteurs suivants : 1) l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements; 2) le volume des ventes par rapport au volume des rachats; 3) les acquisitions.

Rendement des fonds

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 30 septembre 2012, 61 %, 55 % et 57 % des fonds communs de placement de

TABLEAU 12 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

Trimestres clos les (en M\$)	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011
Ventes	2 448,1 \$	1 958,2 \$	2 044,7 \$	25,0 %	19,7 %
Rachats	3 457,6	3 249,0	3 245,9	6,4	6,5
Ventes nettes (rachats nets)	(1 009,5)	(1 290,8)	(1 201,2)	21,8	16,0
Rendement du marché et produits	1 365,3	(2 423,7)	(6 690,1)	156,3	120,4
Variation de l'actif, montant net	355,8	(3 714,5)	(7 891,3)	109,6	104,5
Actif au début	60 651,9	64 366,4	68 807,5	(5,8)	(11,9)
Actif à la fin	61 007,7 \$	60 651,9 \$	60 916,2 \$	0,6 %	0,2 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	39 727,9 \$	39 216,8 \$	38 527,2 \$	1,3 %	3,1 %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes	21 279,8	21 435,1	22 389,0	(0,7)	(5,0)
	61 007,7 \$	60 651,9 \$	60 916,2 \$	0,6 %	0,2 %
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement	39 424,5 \$	39 522,5 \$	41 326,4 \$	(0,2) %	(4,6) %
Total de l'actif moyen mensuel¹	60 385,3 \$	61 562,2 \$	65 415,9 \$	(1,9) %	(7,7) %
<hr/>					
Périodes de neuf mois closes les (en M\$)			30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)
Ventes			7 126,9 \$	8 214,8 \$	(13,2) %
Rachats			10 360,2	9 467,9	9,4
Ventes nettes (rachats nets)			(3 233,3)	(1 253,1)	(158,0)
Rendement du marché et produits			2 589,0	(6 177,0)	141,9
Variation de l'actif, montant net			(644,3)	(7 430,1)	91,3
Actif au début			61 652,0	68 346,3	(9,8)
Actif à la fin			61 007,7 \$	60 916,2 \$	0,2 %
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement			39 954,5 \$	43 229,9 \$	(7,6) %
Total de l'actif moyen mensuel¹			61 891,1 \$	68 194,0 \$	(9,2) %

1. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes.

Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la note attribuée par le service de notation de fonds Morningstar[†]. Au 30 septembre 2012, 79 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie mesuré par Morningstar[†] était noté trois étoiles ou mieux et 28 % était noté quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 79 % pour les fonds notés trois

étoiles ou plus et de 41 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 30 septembre 2012.

Modifications à l'offre de produits de fonds communs de placement

La gamme diversifiée de produits de placements de Mackenzie est conçue pour répondre aux besoins des investisseurs et pour les aider à atteindre leurs objectifs. Mackenzie continue d'ajuster sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients.

Au nombre des initiatives entreprises au cours du troisième trimestre de 2012 figure ce qui suit :

- la modification des objectifs de placement de la Catégorie Portefeuille Actions Symétrie, de la Catégorie Portefeuille revenu fixe Symétrie et du Portefeuille revenu fixe Symétrie. Grâce aux modifications, ces fonds sont maintenant constitués principalement de titres d'autres fonds communs de Mackenzie; les gestionnaires des portefeuilles Symétrie jouissent donc d'une plus grande flexibilité lorsqu'il s'agit de gérer les profils de risque et de rendement de ces fonds.
- le lancement du Mackenzie Global Large Cap Quality Pooled Fund, un fonds groupé institutionnel qui sera vendu aux régimes de retraite et aux organismes de charité enregistrés du Canada.
- le lancement du Fonds mondial tactique Mackenzie, une solution de placement mondiale qui peut en tout temps investir dans toute catégorie d'actif et dans les marchés du monde entier. Waddell & Reed Investment Management Company agit à titre de sous-conseiller du fonds.

Variation de l'actif géré – résultats de 2012 comparativement à ceux de 2011

Au 30 septembre 2012, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 61,0 G\$, soit une hausse de 0,2 %, comparativement à 60,9 G\$ au 30 septembre 2011. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 39,7 G\$ au 30 septembre 2012, soit une hausse de 3,1 %, comparativement à 38,5 G\$ au 30 septembre 2011. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 21,3 G\$ au 30 septembre 2012, soit une baisse de 5,0 % par rapport à 22,4 G\$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, les ventes brutes de Mackenzie se sont chiffrées à 2,4 G\$, soit une hausse de 19,7 %, comparativement à 2,0 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats se sont chiffrés à 3,5 G\$, soit une hausse de 6,5 %, comparativement à 3,2 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets pour le trimestre clos le 30 septembre 2012 se sont établis à 1,0 G\$, comparativement à des rachats nets de 1,2 G\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 1,4 G\$, comparativement à une diminution de 6,7 G\$ à l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les ventes brutes de Mackenzie se sont chiffrées à 7,1 G\$, soit une baisse de 13,2 %, comparativement à 8,2 G\$ pour la

période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats se sont chiffrés à 10,4 G\$, soit une hausse de 9,4 %, comparativement à 9,5 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 se sont établis à 3,2 G\$, comparativement à des rachats nets de 1,3 G\$ à l'exercice précédent. Au cours de la période, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 2,6 G\$, comparativement à une diminution de 6,2 G\$ à l'exercice précédent.

Les rachats de fonds à long terme au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 se sont chiffrés à 1,4 G\$ et à 4,7 G\$, respectivement, comparativement à 1,7 G\$ et à 5,0 G\$ aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Au 30 septembre 2012, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 16,1 %, comparativement à 16,2 % à l'exercice précédent. Le plus récent taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds à long terme disponible pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 15,2 % au 30 juin 2012. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'acquisition, l'actif à frais d'acquisition reportés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition reportés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition reportés et l'actif à frais modérés et à frais de rachat.

Variation de l'actif géré – troisième trimestre de 2012 par rapport au deuxième trimestre de 2012

Au 30 septembre 2012, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 61,0 G\$, soit une hausse de 0,6 %, comparativement à 60,7 G\$ au 30 juin 2012, comme le présente le tableau 12. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie a augmenté de 1,3 %, pour s'établir à 39,7 G\$ au cours du trimestre, et les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie ont diminué de 0,7 %, pour s'établir à 21,3 G\$ au 30 septembre 2012.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 1,4 G\$, comparativement à 1,5 G\$ au trimestre clos le 30 juin 2012. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds à long terme était de 14,8 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, comparativement à 14,7 % au deuxième trimestre de 2012.

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le tableau 13 présente le bénéfice avant intérêts et impôt de Mackenzie.

RÉSULTATS DE 2012 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2011

Produits

Les produits tirés des honoraires de gestion de Mackenzie proviennent des services qu'elle offre à titre de gestionnaire

de ses fonds communs de placement et à titre de conseiller en placements pour les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes institutionnels. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est achetée pour des épargnants. Mackenzie offre également certaines séries de ses fonds communs de placement assorties de frais de gestion pour des programmes tarifés, une clientèle institutionnelle et des programmes de placement de tierces parties offerts par des banques,

TABLEAU 13 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – MACKENZIE¹

Trimestres clos les (en M\$)	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011
Produits					
Honoraires de gestion	156,3 \$	157,4 \$	170,4 \$	(0,7) %	(8,3) %
Honoraires d'administration	25,9	26,9	26,9	(3,7)	(3,7)
Honoraires de distribution	4,1	4,2	4,6	(2,4)	(10,9)
	186,3	188,5	201,9	(1,2)	(7,7)
Produits tirés des placements nets et autres produits	2,1	0,2	1,3	n.s.	61,5
	188,4	188,7	203,2	(0,2)	(7,3)
Charges					
Commissions	19,5	20,3	22,8	(3,9)	(14,5)
Commissions de suivi	43,9	44,5	46,7	(1,3)	(6,0)
Charges autres que les commissions	60,4	61,5	58,6	(1,8)	3,1
	123,8	126,3	128,1	(2,0)	(3,4)
Bénéfice avant intérêts et impôt	64,6 \$	62,4 \$	75,1 \$	3,5 %	(14,0) %
Périodes de neuf mois closes les					
(en M\$)			30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			477,7 \$	535,4 \$	(10,8) %
Honoraires d'administration			79,7	80,9	(1,5)
Honoraires de distribution			13,3	15,3	(13,1)
			570,7	631,6	(9,6)
Produits tirés des placements nets et autres produits			2,1	2,2	(4,5)
			572,8	633,8	(9,6)
Charges					
Commissions			62,0	72,1	(14,0)
Commissions de suivi			134,4	147,4	(8,8)
Charges autres que les commissions			187,6	182,6	2,7
			384,0	402,1	(4,5)
Bénéfice avant intérêts et impôt			188,8 \$	231,7 \$	(18,5) %

1. Excluent les résultats opérationnels liés aux activités abandonnées.

des compagnies d'assurances et des courtiers en valeurs mobilières. Mackenzie ne verse pas de commissions pour ces séries de fonds communs de placement qui ne sont pas destinées aux épargnants. Au 30 septembre 2012, ces séries de fonds représentaient 26,2 % de l'actif des fonds communs de placement, soit 10,4 G\$, comparativement à 25,3 %, ou 9,9 G\$, au 30 juin 2012 et à 24,7 %, ou 9,5 G\$, au 30 septembre 2011.

Les honoraires de gestion se sont établis à 156,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, soit une baisse de 14,1 M\$, ou 8,3 %, comparativement à 170,4 M\$ à l'exercice précédent. Les honoraires de gestion se sont établis à 477,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, soit une baisse de 57,7 M\$, ou 10,8 %, comparativement à 535,4 M\$ en 2011. La variation des honoraires de gestion coïncide avec la diminution de la moyenne du total de l'actif géré de Mackenzie combinée à une modification de la répartition de l'actif géré. En outre, la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 comptait une journée civile de plus que la période correspondante de 2011, ce qui a contrebalancé en partie cette diminution.

La moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 60,4 G\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, comparativement à 65,4 G\$ en 2011, ce qui constitue une diminution de 7,7 %. La moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 61,9 G\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, comparativement à 68,2 G\$ en 2011, ce qui constitue une diminution de 9,2 %.

Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 102,9 points de base au cours du trimestre clos le 30 septembre 2012 et 103,1 points de base au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, comparativement à 103,4 points de base et à 105,0 points de base, respectivement, en 2011. Les facteurs suivants ont contribué au recul du taux moyen des honoraires de gestion au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 par rapport à 2011 :

- la variation de la proportion relative des comptes institutionnels et des fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants de Mackenzie, puisque ces actifs sont assortis de frais de gestion moindres;
- la variation de la proportion relative d'actif géré détenu en actions et en titres à revenu fixe, en raison du rendement du marché ainsi que des flux de trésorerie nets, alors que les comptes comprenant des mandats à revenu fixe sont assortis de frais de gestion moindres.

Mackenzie tire des honoraires d'administration principalement de la prestation de services à l'égard de ses fonds communs de placement. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 25,9 M\$ pour le

trimestre clos le 30 septembre 2012, comparativement à 26,9 M\$ en 2011. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 79,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, comparativement à 80,9 M\$ en 2011.

Depuis le 1^{er} août 2007, Mackenzie assume les charges opérationnelles des fonds Mackenzie autres que la TPS et la TVH et certains frais déterminés associés aux fonds, moyennant des frais d'administration à taux fixe pour chacun des fonds, en fonction des critères suivants :

- Les fonds qui existaient au 1^{er} août 2007 pourraient devoir payer à Mackenzie un ajustement mensuel lié aux charges opérationnelles si la moyenne mensuelle de l'actif net combiné de la totalité des fonds et des séries de Mackenzie qui étaient visés par la proposition touchant la méthode d'imputation des frais d'administration, approuvée par les investisseurs le 7 août 2007, diminue pour atteindre 95 % du total de l'actif net au 1^{er} août 2007. Si ce montant est payable, Mackenzie aura droit à un ajustement lié aux charges opérationnelles pour ce mois, et ce, pour chacun des fonds et chacune des séries, ajustement qui fera en sorte que toutes les séries, collectivement, paieront pour le mois en question les frais d'administration qu'elles auraient payés si l'actif net mensuel avait totalisé 95 % de l'actif net au 1^{er} août 2007 tout au long du mois.
- L'ajustement mensuel lié aux charges opérationnelles se poursuivra jusqu'au premier mois où le volume de l'actif moyen dépassera 95 % du volume de l'actif net au 1^{er} août 2007. Si, au cours d'un mois ultérieur, l'actif net mensuel augmente pour s'établir à un montant équivalant ou supérieur à 95 % de l'actif net au 1^{er} août 2007, l'ajustement lié aux charges opérationnelles ne sera plus payable.

En raison du volume de l'actif de ses fonds communs de placement, Mackenzie a continué de recevoir un ajustement lié aux charges opérationnelles au cours de la période considérée. Les ajustements liés aux charges opérationnelles se sont chiffrés à 4,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012 et à 13,5 M\$ pour la période de neuf mois close à cette même date, comparativement à 3,8 M\$ et à 7,1 M\$, respectivement, en 2011.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actif de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition reportés et une option d'achat avec frais modérés. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais d'acquisition reportés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après sept ans. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais modérés

commencent à 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après trois ans. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 4,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, en baisse de 0,5 M\$ comparativement à 4,6 M\$ à l'exercice précédent. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 13,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, en baisse de 2,0 M\$ comparativement à 15,3 M\$ à l'exercice précédent.

Charges

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 123,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, ce qui représente une baisse de 4,3 M\$, ou 3,4 %, par rapport à 128,1 M\$ à l'exercice précédent. Les charges se sont élevées à 384,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, en baisse de 18,1 M\$, ou 4,5 %, par rapport à 402,1 M\$ en 2011.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition reportés et une option d'achat avec frais modérés. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Mackenzie amortit ses commissions de vente sur une période maximale de trois ans à compter de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais modérés et sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais d'acquisition reportés. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 19,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, comparativement à 22,8 M\$ à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 62,0 M\$, comparativement à 72,1 M\$ en 2011.

Les commissions de suivi versées aux courtiers sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement et varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'acquisition, des frais d'acquisition reportés ou des frais modérés. Les commissions de suivi se sont établies à 43,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, soit une baisse de 2,8 M\$, ou 6,0 %, par rapport à 46,7 M\$ à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les commissions de suivi se sont établies à 134,4 M\$, en baisse de 13,0 M\$, ou 8,8 %, comparativement à 147,4 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation des commissions de suivi est conforme aux fluctuations de l'actif géré moyen des fonds communs de

placement d'une période à l'autre et à la variation de la composition de l'actif au sein des fonds communs de placement de Mackenzie. Les commissions de suivi, en tant que pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 44,3 points de base pour le trimestre clos le 30 septembre 2012 et à 44,9 points de base pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, comparativement à 44,8 points de base et à 45,6 points de base, respectivement, à l'exercice précédent.

Les charges autres que les commissions sont engagées par Mackenzie relativement à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de son actif géré. Les charges autres que les commissions ont totalisé 60,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012, soit une hausse de 1,8 M\$, ou 3,1 %, par rapport à 58,6 M\$ à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les charges autres que les commissions se sont établies à 187,6 M\$, en hausse de 5,0 M\$, ou 2,7 %, comparativement à 182,6 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Mackenzie assure une gestion active de ses charges autres que les commissions de façon à accroître ses capacités opérationnelles futures tout en investissant dans les activités visant à générer des produits en vue de faire croître davantage l'entreprise.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2012 COMPARATIVEMENT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2012

Produits

Les honoraires de gestion se sont élevés à 156,3 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 1,1 M\$, ou 0,7 %, par rapport à 157,4 M\$ au deuxième trimestre de 2012. Les facteurs suivants ont contribué à cette diminution nette :

- la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 60,4 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 61,6 G\$ au trimestre clos le 30 juin 2012, ce qui constitue une diminution de 1,9 %;
- le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 102,9 points de base au cours du trimestre considéré, comparativement à 102,8 points de base au deuxième trimestre de 2012;
- le trimestre considéré comptait une journée civile de plus que le deuxième trimestre de 2012, ce qui a donné lieu à une hausse des honoraires de gestion.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 25,9 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 1,0 M\$, ou 3,7 %, par rapport à 26,9 M\$ au trimestre précédent. Les honoraires d'administration du trimestre considéré incluaient un ajustement lié aux charges opérationnelles des fonds de

4,9 M\$, comparativement à 4,4 M\$ au deuxième trimestre de 2012.

Charges

Les charges de Mackenzie se sont chiffrées à 123,8 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 2,5 M\$, ou 2,0 %, par rapport à 126,3 M\$ au deuxième trimestre de 2012.

La charge liée aux commissions, qui représente l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 19,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2012,

comparativement à 20,3 M\$ au deuxième trimestre de 2012. Les commissions de suivi se sont établies à 43,9 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une diminution de 0,6 M\$, ou 1,3 %, comparativement à 44,5 M\$ au deuxième trimestre de 2012.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 60,4 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 1,1 M\$, ou 1,8 %, par rapport à 61,5 M\$ au deuxième trimestre de 2012.

Activités internes et autres

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de sa société affiliée, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), revenant à la Société, les résultats opérationnels d'Investment Planning Counsel Inc., les autres produits, ainsi que les écritures de consolidation.

Le tableau 14 présente le bénéfice avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

RÉSULTATS DE 2012 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2011

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 25,7 M\$ au troisième trimestre de 2012, en hausse

de 3,8 M\$ par rapport à 2011. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 69,4 M\$, en hausse de 5,5 M\$ par rapport à 2011. L'augmentation pour les deux périodes est principalement attribuable à la reprise d'une charge constatée au quatrième trimestre de 2009 au titre d'un produit de fonds communs de placement non destiné aux épargnants.

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 0,4 M\$ au troisième trimestre de 2012 par rapport au trimestre correspondant de 2011, et diminué de 0,1 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 par rapport à 2011.

TABLEAU 14 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

Trimestres clos les (en M\$)	30 SEPT. 2012	30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)	
				30 JUIN 2012	30 SEPT. 2011
Produits					
Produits tirés des honoraires	41,8 \$	41,6 \$	43,4 \$	0,5 %	(3,7) %
Produits tirés des placements nets et autres produits	25,7	19,0	21,9	35,3	17,4
	67,5	60,6	65,3	11,4	3,4
Charges					
Commissions	26,8	26,8	28,1	–	(4,6)
Charges autres que les commissions	10,6	11,5	11,2	(7,8)	(5,4)
	37,4	38,3	39,3	(2,3)	(4,8)
Bénéfice avant intérêts et impôt	30,1 \$	22,3 \$	26,0 \$	35,0 %	15,8 %
Périodes de neuf mois closes les					
(en M\$)			30 SEPT. 2012	30 SEPT. 2011	VARIATION (%)
Produits					
Produits tirés des honoraires			128,8 \$	138,4 \$	(6,9) %
Produits tirés des placements nets et autres produits			69,4	63,9	8,6
			198,2	202,3	(2,0)
Charges					
Commissions			83,2	91,9	(9,5)
Charges autres que les commissions			34,4	35,4	(2,8)
			117,6	127,3	(7,6)
Bénéfice avant intérêts et impôt			80,6 \$	75,0 \$	7,5 %

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2012 COMPARATIVEMENT À CEUX DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2012

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 25,7 M\$ au troisième trimestre de 2012, ce qui constitue une augmentation de 6,7 M\$ par rapport au trimestre précédent, en partie en raison de la hausse de 3,4 M\$ de la quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société, comme en fait état la section intitulée « Situation

financière consolidée » du présent rapport de gestion. La tranche restante de la hausse est principalement attribuable à la reprise d'une charge constatée au quatrième trimestre de 2009 au titre d'un produit de fonds communs de placement non destiné aux épargnants.

Au troisième trimestre de 2012, le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 1,3 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 11,7 G\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 11,2 G\$ au 31 décembre 2011.

TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 15.

Titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actions ordinaires, les Obligations hypothécaires du Canada, dont il sera question plus loin, ainsi que les titres à revenu fixe constitués des billets restructurés des conduits multicédants du véhicule d'actifs cadre (le « VAC »). Les profits et les pertes latents sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Dans le cadre de ses activités continues de gestion du risque de taux d'intérêt liées à sa participation au Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), la Société a acheté des Obligations hypothécaires du Canada pour la première fois en 2009. Ces obligations sont financées au moyen de pensions livrées sur titres, lesquelles représentent des transactions de financement à court terme dans le cadre desquelles la Société vend des titres qu'elle détient déjà et s'engage simultanément à racheter les mêmes titres à un prix convenu à une date future déterminée.

Les Obligations hypothécaires du Canada avaient une juste valeur de 226,9 M\$ au 30 septembre 2012. L'obligation de racheter les titres est inscrite au coût amorti et avait une valeur comptable de 227,1 M\$. Les charges d'intérêts

relatives à ces obligations sont constatées au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les comptes consolidés de résultat.

PRÊTS

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 16.

Les prêts comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et représentaient 40,9 % du total de l'actif au 30 septembre 2012, comparativement à 36,6 % au 31 décembre 2011. Ils comprennent les prêts qui sont :

- vendus à des programmes de titrisation – ces prêts sont vendus à des fiducies de titrisation commanditées par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 30 septembre 2012, un passif correspondant de 4,4 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 3,8 G\$ au 31 décembre 2011;
- liés aux activités d'intermédiaire – ces prêts sont détenus par la Société afin de tirer des intérêts des activités de dépôt de la Société;
- liés aux activités bancaires hypothécaires – ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, incluant des programmes de titrisation commandités par la SCHL ou des banques canadiennes. Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 9,0 G\$, dont une tranche de 1,9 G\$ est montée par les filiales de Great-West Lifeco Inc.

TABLEAU 15 : TITRES

(en M\$)	30 SEPTEMBRE 2012		31 DÉCEMBRE 2011	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente				
Actions ordinaires	– \$	– \$	4,9 \$	4,9 \$
Fonds d'investissement exclusifs	30,4	30,9	30,7	31,1
	30,4	30,9	35,6	36,0
Juste valeur par le biais du résultat net				
Actions ordinaires	5,7	5,8	–	–
Obligations hypothécaires du Canada	220,4	226,9	220,5	227,2
Titres à revenu fixe	30,5	33,5	30,8	29,2
	256,6	266,2	251,3	256,4
	287,0 \$	297,1 \$	286,9 \$	292,4 \$

TABLEAU 16 : PRÊTS

(en M\$)

30 SEPT. 2012 31 DÉC. 2011

Prêts et créances

Vendus dans le cadre de programmes de titrisation	4 362,8 \$	3 763,3 \$
Activités d'intermédiaire	36,7	31,3
	4 399,5	3 794,6
Moins : provision collective	0,7	0,8
	4 398,8	3 793,8
Détenus à des fins de transaction		
Activités bancaires hypothécaires	385,8	292,1
	4 784,6 \$	4 085,9 \$

ACCORDS DE TITRISATION

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus à des fiduciaires de titrisation commanditées par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme OHC, ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est limité grâce à l'assurance. En vertu des IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti; ii) les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires.

Au troisième trimestre de 2012, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 451 M\$, comparativement à 343 M\$ en 2011. La juste valeur des

droits conservés de la Société se chiffrait à 56,8 M\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 24,3 M\$ au 31 décembre 2011. Les droits conservés par la Société à l'égard des prêts titrisés comprennent les comptes de réserve en trésorerie de 21,5 M\$, qui sont reflétés dans le bilan, et les droits à la marge excédentaire future de 97,4 M\$, qui ne sont pas reflétés dans le bilan. Les droits conservés comprennent également la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Cette composante du swap est constatée dans le bilan et sa juste valeur négative s'établit à 62,1 M\$ au 30 septembre 2012. La rubrique « Instruments financiers » du présent rapport de gestion et la note 6 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société.

PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

La Société détient actuellement une participation de 4 % dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une société affiliée. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisqu'il exerce une influence notable sur Lifeco. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres. La variation de la valeur comptable pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012 par rapport aux périodes correspondantes de 2011 est présentée au tableau 17.

TABLEAU 17 : PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE		PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 30 SEPTEMBRE	
	2012	2011	2012	2011
Valeur comptable au début	613,5 \$	572,1 \$	612,5 \$	580,5 \$
Quote-part du bénéfice	20,2	20,8	56,6	55,9
Dividendes reçus	(11,7)	(11,7)	(34,9)	(34,9)
Quote-part des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) et autres ajustements	2,7	(2,2)	(9,5)	(22,5)
Valeur comptable à la fin	624,7 \$	579,0 \$	624,7 \$	579,0 \$
Juste valeur à la fin	842,7 \$	778,4 \$	842,7 \$	778,4 \$

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 880,6 M\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 1,05 G\$ et à 715,7 M\$ au 31 décembre 2011 et au 30 septembre 2011, respectivement. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 13,4 M\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 14,0 M\$ et à 11,1 M\$ au 31 décembre 2011 et au 30 septembre 2011, respectivement, comme l'illustre le tableau 18.

Le fonds de roulement totalisait 1,06 G\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 979,7 M\$ et à 760,3 M\$ au 31 décembre 2011 et au 30 septembre 2011, respectivement. Le fonds de roulement exclut les activités de dépôt de la Société.

Le fonds de roulement est utilisé aux fins suivantes :

- le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente;
- le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires;
- le paiement d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées;
- le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées;
- le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation;
- le financement de l'achat d'actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.

TABLEAU 18 : ACTIVITÉS DE DÉPÔT – SITUATION FINANCIÈRE

(en M\$)	30 SEPT. 2012	31 DÉC. 2011	30 SEPT. 2011
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13,4 \$	14,0 \$	11,1 \$
Débiteurs et autres montants à recevoir	127,9	122,3	119,7
Prêts	28,5	28,0	31,1
Total de l'actif	169,8 \$	164,3 \$	161,9 \$
Passif et capitaux propres			
Passif lié aux dépôts	155,1 \$	150,7 \$	148,6 \$
Autres passifs	1,0	1,0	1,1
Capitaux propres	13,7	12,6	12,2
Total du passif et des capitaux propres	169,8 \$	164,3 \$	161,9 \$

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») a totalisé 336,0 M\$ au troisième trimestre de 2012, comparativement à 377,3 M\$ au troisième trimestre de 2011 et à 332,7 M\$ au deuxième trimestre de 2012. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, le BAIIA a totalisé 1,03 G\$, comparativement à 1,16 G\$ en 2011. Le BAIIA pour chaque période considérée exclut l'incidence de l'amortissement des commissions de vente différées, qui ont totalisé 65,0 M\$ au troisième trimestre de 2012, comparativement à 69,4 M\$ au troisième trimestre de 2011 et à 66,7 M\$ au deuxième trimestre de 2012. En plus de constituer une importante autre mesure de rendement, le BAIIA est une mesure commune utilisée par les analystes de placements et les agences de notation pour évaluer les sociétés de gestion d'actifs.

Se reporter à la rubrique « Instruments financiers » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et à la façon dont elle gère ce risque.

Flux de trésorerie

Le tableau 19, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012. Au cours du trimestre, la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies ont diminué de 57,0 M\$, comparativement à une augmentation de 87,5 M\$ au troisième trimestre de 2011. Pour la période de neuf mois, la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies ont diminué de 171,8 M\$, comparativement à une diminution de 570,0 M\$ en 2011.

TABLEAU 19 : FLUX DE TRÉSORERIE

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES 30 SEPTEMBRE			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES LES 30 SEPTEMBRE		
	2012	2011	VARIATION (%)	2012	2011	VARIATION (%)
Activités opérationnelles – activités poursuivies						
Avant paiement des commissions	241,4 \$	290,7 \$	(17,0) %	646,0 \$	754,6 \$	(14,4) %
Commissions payées	(43,3)	(47,7)	9,2	(161,7)	(191,5)	15,6
Déduction faite des commissions payées	198,1	243,0	(18,5)	484,3	563,1	(14,0)
Activités de financement – activités poursuivies	(121,3)	(100,2)	(21,1)	48,2	(1 340,3)	103,6
Activités d'investissement – activités poursuivies	(133,8)	(55,3)	(142,0)	(704,3)	207,2	n.s.
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies	(57,0)	87,5	(165,1)	(171,8)	(570,0)	69,9
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées	–	26,5	(100,0)	–	7,2	(100,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies et abandonnées au début	937,6	896,8	4,5	1 052,4	1 573,6	(33,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	880,6	1 010,8	(12,9)	880,6	1 010,8	(12,9)
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées à la fin	–	(295,1)	100,0	–	(295,1)	100,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies à la fin	880,6 \$	715,7 \$	23,0 %	880,6 \$	715,7 \$	23,0 %

Les activités opérationnelles provenant des activités poursuivies, avant les commissions versées, ont généré 241,4 M\$ et 646,0 M\$ au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2012, respectivement, comparativement à 290,7 M\$ et à 754,6 M\$ en 2011. Les commissions en espèces versées se sont chiffrées à 43,3 M\$ et à 161,7 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois de 2012, comparativement à 47,7 M\$ et à 191,5 M\$, respectivement, en 2011. Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, déduction faite des commissions versées, se sont établis à 198,1 M\$ et à 484,3 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois de 2012, comparativement à 243,0 M\$ et à 563,1 M\$, respectivement, en 2011.

Voici à quoi ont principalement trait les activités de financement provenant des activités poursuivies du troisième trimestre de 2012 par rapport à 2011 :

- Une augmentation nette de 1,5 M\$ des dépôts et des certificats en 2012, comparativement à une diminution nette de 0,6 M\$ en 2011.
- Un versement net de 0,6 M\$ en 2012 relatif aux obligations liées à des actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres comparativement à un produit net de 10,7 M\$ en 2011.
- Une augmentation nette de 86,8 M\$ en 2012 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 46,1 M\$ en 2011.
- Le produit reçu à l'émission d'actions ordinaires de 2,3 M\$ en 2012, comparativement à 3,5 M\$ en 2011.
- L'achat de 1 872 900 actions ordinaires en 2012 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, au coût de 72,0 M\$, comparativement à l'achat de 585 000 actions ordinaires au coût de 25,4 M\$ en 2011.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 2,2 M\$ en 2012, soit le même montant qu'en 2011.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 137,1 M\$ en 2012, comparativement à 132,2 M\$ en 2011.

Voici à quoi ont principalement trait les activités de financement provenant des activités poursuivies au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 par rapport à 2011 :

- Une augmentation nette de 4,4 M\$ des dépôts et des certificats en 2012, comparativement à une diminution nette de 5,7 M\$ en 2011.
- Un versement net de 0,2 M\$ en 2012 relatif aux

obligations liées à des actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres comparativement à un versement net de 410,3 M\$ en 2011. Le versement net pour 2011 comprenait le règlement d'obligations d'un montant de 427,6 M\$ relatif à la vente d'Obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 425,6 M\$, qui sont présentées dans les Activités d'investissement.

- Une augmentation nette de 604,1 M\$ en 2012 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 46,0 M\$ en 2011.
- Le produit reçu à l'émission d'actions ordinaires de 12,7 M\$ en 2012, comparativement à 31,1 M\$ en 2011.
- L'achat de 3 785 200 actions ordinaires en 2012 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, au coût de 153,4 M\$, comparativement à l'achat de 3 296 300 actions ordinaires au coût de 146,9 M\$ en 2011.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 6,6 M\$ en 2012, soit le même montant qu'en 2011.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 412,7 M\$ en 2012, comparativement à 397,8 M\$ en 2011.

Les activités de financement pour la période de neuf mois de 2011 comprenaient aussi le remboursement, à leur échéance, des débentures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$.

Voici à quoi ont principalement trait les activités d'investissement provenant des activités poursuivies du troisième trimestre de 2012 par rapport à 2011 :

- L'achat de titres totalisant 15,2 M\$ et le produit de 15,4 M\$ de la vente de titres en 2012, comparativement à 0,2 M\$ et à 7,2 M\$, respectivement, en 2011.
- L'augmentation nette des prêts de 133,9 M\$ en 2012, comparativement à une augmentation nette de 57,0 M\$ en 2011, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.

Voici à quoi ont principalement trait les activités d'investissement provenant des activités poursuivies au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012 par rapport à 2011 :

- L'achat de titres totalisant 23,7 M\$ et le produit de 25,6 M\$ de la vente de titres en 2012, comparativement à 5,7 M\$ et à 446,6 M\$, respectivement, en 2011. Le produit en 2011 comprenait la vente d'Obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 425,6 M\$.
- L'augmentation nette des prêts de 690,8 M\$ en 2012, comparativement à une augmentation nette de

217,1 M\$ en 2011, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.

SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 5,8 G\$ au 30 septembre 2012, soit le même montant qu'au 31 décembre 2011. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités opérationnelles continues en vue de satisfaire aux exigences en matière de fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences réglementaires en matière de capital comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers en épargne collective, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences réglementaires relatives au capital.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 1 325,0 M\$ au 30 septembre 2012, soit le même montant qu'au 31 décembre 2011. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Les actions privilégiées perpétuelles de 150 M\$ demeurent inchangées.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2012, la Société a acheté 3 785 200 actions ordinaires au coût de 153,4 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités (se

reporter à la note 7 des états financiers intermédiaires). La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 12 avril 2012 visant jusqu'à 5 % de ses actions ordinaires pour pouvoir atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et à d'autres fins de gestion du capital. Les autres activités en 2012 comprennent la déclaration de dividendes de 6,6 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles, ou 1,10625 \$ par action, et de 411,0 M\$ sur actions ordinaires, ou 1,6125 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

Le 3 octobre 2012, la Société a obtenu l'approbation réglementaire nécessaire pour établir un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Ce régime a été mis en place afin de définir des instructions standard quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société doivent être rachetées dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées, sous réserve des paramètres établis au préalable. Le régime d'achat automatique de titres a été lancé le 4 octobre 2012 et prendra fin en même temps que l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, le 11 avril 2013.

À l'heure actuelle, la notation attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») à la dette de premier rang et au passif de la Société est de « A+ » avec une perspective stable. La notation attribuée par Dominion Bond Rating Services (« DBRS ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une perspective stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis seront faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de note de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notes ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A+ », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société par S&P,

correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories principales réservées aux titres d'emprunt à long terme et indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que la Société est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les sociétés mieux notées. S&P utilise les signes « + » et « - » pour indiquer la position relative du titre au sein des catégories principales.

Selon S&P, la perspective « stable » indique que S&P considère qu'il est peu probable que la notation change à moyen terme. Une perspective stable n'annonce pas nécessairement une amélioration de la note.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débiteures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories réservées aux titres d'emprunt à long terme. Selon le système d'évaluation de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité en ce qui a trait à la solvabilité et offrent une protection de l'intérêt et du capital considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne notation, les entreprises qui l'obtiennent sont considérées comme plus vulnérables lorsque la situation économique est

défavorable et plus susceptibles de démontrer des tendances cycliques que les sociétés ayant obtenu une meilleure notation. La mention « élevée » ou « faible » indique la force relative du titre au sein de sa catégorie, et l'absence d'une telle mention indique que le titre se situe au milieu de sa catégorie.

Selon DBRS, la tendance « stable » aide les investisseurs à comprendre la façon dont elle entrevoit l'avenir du titre.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 20 présente la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- La juste valeur des instruments financiers à court terme correspond approximativement à leur valeur comptable. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer, les pensions livrées sur titres et certains autres passifs financiers.
- Les titres sont évalués selon les cours du marché actif, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses

TABLEAU 20 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	30 SEPTEMBRE 2012		31 DÉCEMBRE 2011	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	880,6 \$	880,6 \$	1 052,4 \$	1 052,4 \$
Titres	297,1	297,1	292,5	292,5
Débiteurs et autres montants à recevoir	322,4	322,4	282,0	282,0
Prêts	4 784,6	4 821,5	4 085,9	4 144,3
Instruments dérivés	68,7	68,7	88,1	88,1
Autres actifs financiers	1,4	1,4	6,3	6,3
Total de l'actif financier	6 354,8 \$	6 391,7 \$	5 807,2 \$	5 865,6 \$
Passif				
Créditeurs et charges à payer	275,4 \$	275,4 \$	300,1 \$	300,1 \$
Pensions livrées sur titres	227,1	227,1	227,3	227,3
Instruments dérivés	82,2	82,2	111,4	111,4
Dépôts et certificats	155,2	156,5	150,7	152,0
Autres passifs financiers	213,9	213,9	221,3	221,3
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	4 433,3	4 530,6	3 827,4	3 930,4
Dettes à long terme	1 325,0	1 630,5	1 325,0	1 586,7
Total du passif financier	6 712,1 \$	7 116,2 \$	6 163,2 \$	6 529,2 \$

relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

- Les prêts sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 23 des états financiers consolidés annuels contenus dans le rapport annuel 2011 de la Société financière IGM Inc. (les « états financiers annuels »), qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2012. La Société gère activement les risques qui découlent de l'utilisation d'instruments financiers. Ces risques comprennent les risques de liquidité, de crédit et de marché.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se rapporte au risque que la Société ne puisse satisfaire aux demandes de liquidités ou s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- le contrôle à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- l'évaluation des facteurs de stress relativement à divers scénarios opérationnels;
- la supervision de la gestion des liquidités par les comités du conseil d'administration.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2012 et de 2011, la Société a :

- remboursé les débentures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$, à leur échéance;
- continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de liquidités pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie opérationnels.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires. Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels sont vendus aux parties suivantes ou titrisés :

- le Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et le Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors;
- des tiers, incluant la SCHL ou des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes;
- des investisseurs institutionnels, grâce à des placements privés.

Certaines filiales du Groupe Investors sont des émettrices autorisées de TH LNH et des vendeuses autorisées dans le cadre du Programme OHC. Ce statut d'émetteur et de vendeur procure au Groupe Investors des sources de financement additionnelles pour les prêts hypothécaires résidentiels. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation, lesquelles sont susceptibles de changer. Les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires est fonction de la conjoncture, qui est sujette à changement.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 21.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit opérationnelles. Les marges de crédit opérationnelles de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 325 M\$ au 30 septembre 2012, soit le même montant qu'au 31 décembre 2011. Les marges de crédit opérationnelles au 30 septembre 2012 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 150 M\$

TABLEAU 21 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 30 septembre 2012 (en M\$)	À VUE	MOINS DE UN AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Dépôts et certificats	127,2 \$	9,6 \$	14,0 \$	4,3 \$	155,1 \$
Instruments dérivés	–	25,6	51,8	4,8	82,2
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	632,2	3 797,0	4,1	4 433,3
Dette à long terme	–	–	–	1 325,0	1 325,0
Contrats de location simple ¹	–	51,2	148,8	76,8	276,8
Total des obligations contractuelles	127,2 \$	718,6 \$	4 011,6 \$	1 415,0 \$	6 272,4 \$

1. Comprendent les locaux pour bureaux et le matériel utilisés dans le cours normal des activités. Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au bénéfice sur la période d'utilisation.

et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$. La Société a déjà accédé à ses marges de crédit opérationnelles non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit opérationnelles non engagées sera consentie à la seule discrétion de la banque. Au 30 septembre 2012 et au 31 décembre 2011, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées, ni sur ses marges de crédit opérationnelles non engagées. Le 26 octobre 2012, la Société a obtenu une marge de crédit engagée supplémentaire de 200 M\$ auprès d'une banque à charte canadienne de l'annexe I afin de financer ses activités hypothécaires.

La Société a accédé aux marchés financiers pour la dernière fois en décembre 2010; toutefois, sa capacité future à accéder aux marchés financiers pour réunir des fonds dépend de la conjoncture.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie opérationnels, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment le résultat, qui subit l'incidence importante qu'a le rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2011.

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si l'une des contreparties de la Société dans le cadre d'une transaction ne respecte pas ses engagements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Au 30 septembre 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 880,6 M\$ étaient composés de soldes de trésorerie de 47,5 M\$ déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 833,1 M\$. Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 231,0 M\$, de papier commercial de 258,8 M\$ garanti par les gouvernements provinciaux et fédéral et d'acceptations bancaires de 343,3 M\$ émises par des banques à charte canadiennes. La Société évalue régulièrement la note de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable. La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

Les titres classés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les Obligations hypothécaires du Canada d'une juste valeur de 226,9 M\$ et les titres à revenu fixe, qui sont composés des billets restructurés des conduits multicédants du VAC d'une juste valeur de 33,5 M\$. Ces justes valeurs correspondent à l'exposition maximale au risque de crédit au 30 septembre 2012. Se reporter à la note 5 des états financiers annuels pour plus d'information sur l'évaluation des conduits multicédants du VAC.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités bancaires hypothécaires et d'intermédiaire de la Société et la suffisance de la provision collective. Au 30 septembre 2012, les prêts hypothécaires totalisaient 4,8 G\$ et comprenaient les prêts hypothécaires résidentiels qui sont :

- vendus dans le cadre de programmes de titrisation, prêts qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 4,4 G\$, comparativement à 3,8 G\$ au 31 décembre 2011. Au 30 septembre 2012, un passif correspondant de 4,4 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 3,8 G\$ au 31 décembre 2011;
- liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société, prêts qui sont classés comme détenus à des fins de transaction et qui totalisaient 385,8 M\$, comparativement à 292,1 M\$ au 31 décembre 2011. Ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés;
- liés aux activités d'intermédiaire de la Société, prêts qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 36,7 M\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 31,3 M\$ au 31 décembre 2011.

Au 30 septembre 2012, les portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités d'intermédiaire de la Société étaient diversifiés sur le plan géographique et étaient composés à 100 % de prêts résidentiels (100 % au 31 décembre 2011), dont 85,8 % étaient assurés (99,4 % au 31 décembre 2011). Au 30 septembre 2012, les prêts hypothécaires douteux étaient de néant, comme au 31 décembre 2011. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours, établis à néant, n'avaient pas changé par rapport au 31 décembre 2011. Les caractéristiques des portefeuilles de prêts hypothécaires n'ont pas changé de façon significative en 2012.

Les TH LNH et le Programme OHC exigent que tous les prêts hypothécaires titrisés soient assurés par un assureur approuvé en cas de défaut. Au 30 septembre 2012, 65,3 % des prêts hypothécaires titrisés au moyen de programmes de PCAA étaient également assurés, comparativement à 86,5 % au 31 décembre 2011. Au 30 septembre 2012, le portefeuille de prêts titrisés et les prêts hypothécaires résidentiels classés comme détenus à des fins de transaction étaient assurés dans une proportion de 85,6 %, contre 93,0 % au 31 décembre 2011. Au 30 septembre 2012, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 1,7 M\$, comparativement à 1,1 M\$ au 31 décembre 2011. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 1,0 M\$ au 30 septembre 2012, comparativement à néant au 31 décembre 2011.

La Société conserve certains éléments du risque de crédit associé aux prêts titrisés. Au 30 septembre 2012, les prêts titrisés étaient assurés contre les pertes de crédit dans une proportion de 89,7 %. Le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société se limite à ses droits conservés. La juste valeur des droits conservés de la Société dans les prêts hypothécaires titrisés se chiffrait à 56,8 M\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 24,3 M\$ au 31 décembre 2011. Les droits conservés incluent ce qui suit :

- *Les comptes de réserve en trésorerie et les droits aux produits d'intérêts nets futurs*, qui se chiffraient à 21,5 M\$ et à 97,4 M\$, respectivement, au 30 septembre 2012. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

La tranche de ce montant relative aux fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes de 55,3 M\$ est subordonnée aux droits de la fiducie et représente l'exposition maximale au risque de crédit lié aux défauts de paiement des emprunteurs à l'échéance. Le risque de crédit lié à ces prêts hypothécaires est atténué par l'assurance relative à ces prêts hypothécaires, dont il a déjà été question, et le risque de crédit de la Société relatif aux prêts assurés incombe à l'assureur.

Les droits aux produits d'intérêts nets futurs en vertu des TH LNH et du Programme OHC totalisaient 63,6 M\$. Conformément aux TH LNH et au Programme OHC, la Société a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les montants aient été reçus ou non des débiteurs hypothécaires. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Les prêts hypothécaires en cours titrisés en vertu de ces programmes totalisent 3,1 G\$.

- *Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital*, dont la juste valeur négative s'établissait à 62,1 M\$ au 30 septembre 2012, qui sont reflétés dans le bilan de la Société. Ces swaps représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Le montant notionnel de ces swaps était de 851,4 M\$ au 30 septembre 2012.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au

Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La provision collective pour pertes de crédit de la Société se chiffrait à 0,7 M\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2011. La direction considère que cette provision est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes :

- La politique de prêt, les normes de souscription et les capacités de gestion des prêts de la Société.
- Le fait que la Société monte ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de conseillers et de spécialistes en planification hypothécaire, dans le cadre du plan financier exhaustif d'un client.
- La qualité du portefeuille de prêts hypothécaires de la Société, fondée sur : i) l'historique du rendement du crédit et les tendances récentes; ii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iii) l'évaluation régulière des facteurs de stress en ce qui concerne les pertes lorsque les conditions sur les marchés immobiliers sont défavorables.
- L'existence d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2011.

La Société utilise des dérivés négociés sur le marché hors cote pour couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associés à ses activités bancaires hypothécaires et à ses activités de titrisation, ainsi que le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. En raison de ces activités, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

La Société participe au Programme OHC en concluant des swaps adossés, en vertu desquels les banques à charte canadiennes de l'annexe I désignées par la Société agissent à titre d'intermédiaires entre la Société et la Fiducie du Canada pour l'habitation. La Société reçoit des coupons liés aux TH LNH et aux réinvestissements de capital admissibles

et paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut également des swaps de taux d'intérêt compensatoires avec ces mêmes banques afin de couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associés au Programme OHC. Au 30 septembre 2012, la juste valeur négative de ces swaps totalisait 25,4 M\$ et le montant notionnel en cours s'élevait à 5,3 G\$. Certains de ces swaps concernent des prêts hypothécaires titrisés qui ont été constatés dans le bilan de la Société, assortis d'une obligation connexe. Par conséquent, ces swaps, d'un montant notionnel en cours de 3,1 G\$ et d'une juste valeur négative de 29,8 M\$, ne sont pas reflétés dans le bilan. Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital et les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement, d'un montant notionnel en cours de 2,2 G\$ et d'une juste valeur de 4,4 M\$, sont reflétés dans le bilan. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps qui étaient en position de profit, totalisait 70,2 M\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 87,1 M\$ au 31 décembre 2011.

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires titrisés par l'intermédiaire de programmes de PCAA commandité par des banques canadiennes. La juste valeur négative de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 6,7 M\$ sur un montant notionnel en cours de 450,0 M\$ au 30 septembre 2012. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps qui étaient en position de profit, totalisait 0,2 M\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 0,6 M\$ au 31 décembre 2011.

La Société a aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à ses placements en Obligations hypothécaires du Canada. La juste valeur négative de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 7,5 M\$ sur un montant notionnel en cours de 200,0 M\$ au 30 septembre 2012. L'exposition au risque de crédit, limitée à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de profit, établie à néant au 30 septembre 2012, est demeurée stable par rapport au 31 décembre 2011.

La Société conclut d'autres contrats d'instruments dérivés, qui sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires détenus par la Société en attendant leur vente ou à l'égard desquels elle s'est engagée, ainsi que des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré sur les actions ordinaires de la Société financière IGM utilisés afin de couvrir les accords de rémunération différée. La juste valeur négative des swaps de taux d'intérêt, des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à

gré était de 3,7 M\$ sur un montant notionnel en cours de 163,7 M\$ au 30 septembre 2012, comparativement à une juste valeur de néant sur un montant notionnel en cours de 76,4 M\$ au 31 décembre 2011. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur de ces instruments qui sont en position de profit, était de néant au 30 septembre 2012, comparativement à 0,8 M\$ au 31 décembre 2011.

Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 70,4 M\$, ne donne pas effet à des conventions de compensation ni à des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des arrangements de garantie, était de néant au 30 septembre 2012. Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 30 septembre 2012. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2011.

Se référer à la note 6 des états financiers intermédiaires et aux notes 2, 7 et 22 des états financiers annuels pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

Risque de marché

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers. La majorité des instruments financiers de la Société sont libellés en dollars canadiens et ne sont pas exposés de façon importante aux fluctuations des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts, ses titres à revenu fixe, ses Obligations hypothécaires du Canada et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire.

Par la gestion de son bilan, la Société cherche à contrôler les risques de taux d'intérêt liés à ses activités d'intermédiaire en gérant activement son exposition au risque de taux d'intérêt. Au 30 septembre 2012, l'écart total entre l'actif et le passif au titre des dépôts respectait les lignes directrices de la filiale de la Société qui est une fiducie.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur ses activités bancaires hypothécaires comme suit :

- Dans le cadre de ses transactions de titrisation avec des fiducies de titrisation commanditées par des banques, la Société a financé des prêts hypothécaires à taux fixe au moyen de PCAA. Afin de couvrir le risque lié à la hausse des taux du PCAA, la Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I. La Société demeure toutefois exposée au risque de corrélation, c'est-à-dire que les taux du PCAA soient plus élevés que ceux des acceptations bancaires qu'elle obtient à l'égard de ses couvertures.
- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable diminuent. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société a également droit au rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur les prêts hypothécaires titrisés et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada, qui sont habituellement à taux fixe. La Société couvre le risque que le rendement résultant du réinvestissement diminue en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I.
- La Société est exposée à l'incidence que les variations des taux d'intérêt pourraient avoir sur la valeur de ses placements en Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt sur ces obligations.
- La Société est également exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires détenus par la Société ou à l'égard desquels elle s'est engagée. La Société pourrait conclure des swaps de taux d'intérêt pour couvrir ce risque.

Au 30 septembre 2012, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 6,7 M\$. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2011.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses fonds d'investissement exclusifs classés comme disponibles à la

vente et sur ses actions ordinaires classées à la juste valeur par le biais du résultat net comme l'illustre le tableau 15. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans le poste Autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles le paiement aux participants est lié au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM. Afin de couvrir ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 119,3 G\$ au 30 septembre 2012, comparativement à 118,7 G\$ au 31 décembre 2011.

La Société est assujettie au risque de volatilité de l'actif découlant de l'évolution des marchés financiers et boursiers canadiens et internationaux. Les mouvements dans ces marchés ont occasionné par le passé, et occasionneront dans l'avenir, des fluctuations de l'actif géré, des produits et du résultat de la Société. La conjoncture économique mondiale, exacerbée par les crises financières, les mouvements des marchés boursiers, les taux de change, les taux d'intérêt, les taux d'inflation, les courbes de rendement, les défaillances des contreparties des dérivés et d'autres facteurs difficiles à prédire, comme l'instabilité politique et gouvernementale, a une incidence sur la composition, les valeurs de marché et les niveaux de l'actif géré.

L'actif géré de la Société peut être assujetti à des rachats imprévus par suite de tels événements. Une conjoncture évolutive peut aussi occasionner une variation de la composition de l'actif entre les actions et les titres à revenu fixe en raison du rendement du marché et des produits, ainsi que des flux de trésorerie nets, qui pourrait donner lieu, selon la nature de l'actif géré et le niveau des frais de gestion réalisés par la Société, à une baisse des produits et du résultat.

Les taux d'intérêt, qui affichent une faiblesse sans précédent, ont fait baisser de façon significative les rendements des fonds communs de placement du marché monétaire et de gestion du rendement de la Société. Depuis 2009, le Groupe Investors et Mackenzie ont renoncé à une partie des honoraires de gestion ou absorbé certaines charges en vue de s'assurer que ces fonds maintiennent des rendements positifs. La Société passera en revue ses pratiques à cet égard en réponse à l'évolution de la conjoncture.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 22 et décrits dans les sections des résultats opérationnels par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

La Société financière IGM fournit à ses conseillers attitrés, aux conseillers financiers indépendants ainsi qu'aux investisseurs institutionnels et aux clients associés aux alliances stratégiques un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, répartis par catégorie d'actifs, pays ou région et style de gestion qui, à leur tour, devraient permettre de maintenir de solides relations avec la clientèle et d'enregistrer des taux de rachat plus bas. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement la tarification de leurs produits afin d'assurer leur compétitivité sur le marché compte tenu de la nature et de la qualité des services fournis. Au troisième trimestre de 2012, le Groupe Investors a apporté des améliorations touchant la tarification et les produits de sa gamme de fonds communs de placement, comme il en a déjà été question à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

Le secteur des fonds communs de placement et les conseillers financiers continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers attitrés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

TABLEAU 22 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

Aux 30 septembre	2012	2011
Société financière IGM Inc.		
Groupe Investors	9,7 %	8,7 %
Mackenzie	16,1 %	16,2 %
Counsel	12,9 %	11,3 %

AUTRES FACTEURS DE RISQUE

Risque de distribution

Réseau de conseillers du Groupe Investors – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats opérationnels et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur la croissance de son réseau de conseillers et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

Mackenzie – La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par un réseau de conseillers financiers indépendants. De façon générale, les conseillers financiers indépendants offrent également à leurs clients des produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et services d'investissement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats opérationnels et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

Le cadre réglementaire

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et

changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autorégulation auxquels elles appartiennent. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent les exigences qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en Bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée aux marchés des valeurs mobilières, à l'offre de produits et de services financiers, y compris la gestion de fonds, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont de plus en plus nombreuses. La Société et ses filiales sont assujetties aux examens de réglementation dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à la réglementation en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. Elle surveille les faits nouveaux en matière de réglementation et leur incidence sur la Société. Elle poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, la formation, les tests, le contrôle et la présentation de l'information. Le comité d'audit de la Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société comprennent les frais réglementaires, le traitement fiscal, les obligations d'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation distincte ou d'une application différente de la réglementation. Bien que la Société et ses

filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

Éventualités

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence négative significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque lié aux acquisitions

Bien que la Société entreprenne un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de

coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des résultats ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

Risque lié aux modèles

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée de la Société.

Perspectives

LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

D'après Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 3,0 billions de dollars au 31 décembre 2011. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Plus de 60 % (1,8 billion de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire aux besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 1,2 billion de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué à plus de 70 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société, et le modèle d'entreprise de la Société a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. La Société fait

activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 35 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 1,0 billion de dollars, était investi dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2011, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actifs comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 75 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en Bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds communs de placement chiffré à 102 G\$, la Société fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de

satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

La déréglementation, la concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et services exclusifs. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à IGM, qui offrent tant des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises affiliées représentait 53 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 30 juin 2012.

Par suite des regroupements des dernières années, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur continue d'être très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 84 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 84 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 30 juin 2012. La direction prévoit que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La direction est d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus continue d'augmenter;
- l'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique;

- l'importance réitérée du rôle du conseiller financier;
- les politiques publiques quant à l'épargne-retraite;
- des changements au cadre réglementaire;
- l'environnement concurrentiel en pleine évolution;
- l'évolution et les changements de la technologie.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurances. Le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actifs pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires. La direction est d'avis que la Société est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir.

La Société dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- une distribution vaste et diversifiée, axée sur les canaux qui mettent l'accent sur une planification financière exhaustive grâce à une relation avec un conseiller financier;
- une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers;
- des relations durables avec ses clients ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales;
- les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power.

Une distribution vaste et diversifiée

La vigueur du volet distribution de la Société financière IGM est un avantage concurrentiel. En plus de détenir deux des principales organisations de planification financière canadiennes, le Groupe Investors et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses,

noue des partenariats avec des complexes manufacturiers et de distribution canadiens et américains afin d'offrir des services de gestion de placements à plusieurs mandats de fonds d'investissement de détail.

Une vaste gamme de produits

Les filiales de la Société financière IGM continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour leurs clients.

Des relations durables

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers entretiennent avec les clients. De plus, les filiales de la Société peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power

À titre de membre du groupe de sociétés de la Financière Power, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés, et à un accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

Estimations et méthodes comptables critiques

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Aucun changement n'a été apporté aux hypothèses relatives aux estimations comptables critiques de la Société depuis le 31 décembre 2011.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir

Le 1^{er} janvier 2012, la Société a adopté *Informations à fournir – Transferts d'actifs financiers* (modifications à IFRS 7). Ces modifications exigent que soient présentées des informations supplémentaires relatives aux transactions de titrisation de la Société (note 6 des états financiers intermédiaires).

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 10, États financiers consolidés

L'IASB a publié IFRS 10, qui présente un modèle de consolidation unique pour toutes les entités. Cette norme porte sur le contrôle, y compris les droits détenus par un investisseur quant aux rendements variables liés à sa participation dans l'entreprise détenue et la capacité de l'investisseur d'influer sur ces rendements grâce au pouvoir qu'il exerce sur l'entreprise détenue. Cette norme ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la situation financière

et les résultats opérationnels de la Société. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

L'IASB a publié IFRS 12, qui intègre dans une seule norme toutes les dispositions relatives aux informations à fournir en ce qui concerne les participations dans des filiales, des accords conjoints, des entreprises associées et des entreprises structurées non consolidées. Les dispositions relatives aux informations à fournir donnent les renseignements nécessaires pour évaluer la nature de la participation d'une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont liés, de même que l'incidence de ces participations sur les états financiers de l'entité. Cette norme pourrait nécessiter la présentation d'information supplémentaire et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

L'IASB a publié IFRS 13 afin de réunir dans une seule norme toutes les directives relatives à l'information à fournir et à l'évaluation de la juste valeur. La juste valeur se définit comme le prix qui serait reçu à la vente d'un actif ou versé lors du transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction volontaire entre des intervenants du marché. En vertu de cette norme, les informations à fournir dans les états financiers sont plus complètes. Cependant, l'adoption de cette norme ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société. La norme est en vigueur de façon prospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IAS 1, Présentation des états financiers

L'IASB a modifié IAS 1 en ce qui concerne la présentation des autres éléments du bénéfice global. Ces modifications ont pour principal effet d'obliger les entités à regrouper les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global selon qu'ils seront ou non reclassés ultérieurement dans le bénéfice net. La norme modifiée ne concerne que la présentation et n'aura pas d'incidence sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société. Les modifications sont appliquées de manière rétrospective et entrent en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IAS 19, Avantages du personnel

L'IASB a publié IAS 19, qui modifie les critères d'évaluation, de présentation et d'information à fournir applicables aux régimes à prestations définies. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013. Ces modifications comprennent ce qui suit :

- L'élimination de la méthode de la réduction du coût (l'approche du corridor) lors de la comptabilisation des écarts actuariels dans le bénéfice net. Les écarts actuariels doivent être comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global. Les écarts actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne sont pas reclassés dans le bénéfice net au cours de périodes ultérieures. Cette modification n'aura pas d'incidence sur la Société, puisque les écarts actuariels sont actuellement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

- Des changements dans la comptabilisation des coûts des services passés. Les coûts des services passés découlant des changements ou des réductions des régimes sont comptabilisés dans le bénéfice net au cours de la période pendant laquelle les changements ou les réductions sont survenus, sans égard à l'acquisition des droits.
- L'élimination du concept de rendement attendu des actifs. IAS 19 révisée exige le recours au taux d'actualisation plutôt qu'au rendement attendu des actifs pour déterminer la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite.

L'adoption de cette norme ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la situation financière et les résultats opérationnels de la Société.

Autres

L'IASB entreprend actuellement plusieurs projets qui donneront lieu à des changements des IFRS existantes, lesquels pourraient avoir une incidence sur la Société :

Norme IFRS	Date d'émission prévue
<i>IFRS 9, Instruments financiers</i>	
Classement et évaluation	T4 2012 – Exposé-sondage
Dépréciation	T4 2012 – Exposé-sondage
Comptabilité de couverture – couvertures générales	T4 2012 – Norme définitive
Comptabilité de couverture – macro-couvertures	T1 2013 – Document de travail
Contrats de location	T1 2013 – Exposé-sondage
Comptabilisation des produits	T1 2013 – Norme définitive

Source : site Web de l'IASB, à l'adresse www.iasb.org

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du troisième trimestre de 2012, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Après avoir obtenu une décision fiscale anticipée, la Société a conclu des transactions de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power :

- Le 23 février 2011, la Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,0 G\$. La Société a émis des débentures à vue garanties à 6,00 % totalisant 1,0 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées.
- Le 10 janvier 2012, la Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un montant de 250 M\$. La Société a émis des débentures à vue garanties à 6,00 % totalisant 250 M\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées.

La Société possède le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette et entend se prévaloir de ce droit. Par conséquent, les actions

privilégiées et les débentures, ainsi que les produits de dividendes et les charges d'intérêts connexes, sont contrebalancés dans les états financiers consolidés de la Société. Les économies d'impôt tiennent à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 9 et 26 des états financiers annuels.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 septembre 2012, il y avait 253 275 228 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 7 novembre 2012, il y en avait 252 552 858.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.